SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°5 - Prix: 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Questions de stratégie

Revendications, parti et pouvoir

Sommaire

1. Revenir à la pensé stratégique - Page 3

2. La pensée stratégique dans le marxisme révolutionnaire - Page 5

2.1 La stratégie de la centralité ouvrière dans la révolution - Page 5
2.2 L'héritage de Rosa, Lénine et Trotski - Page 8
2.3 Le concept de stratégie - Page 11
2.4 Le fond politique de la stratégie - Page 14
2.5 Le pouvoir comme alpha et omega de la stratégie - Page 16

3. Les présupossés généraux d'une politique parlementaire révolutionnaire - Page 18

3.1 L'empire mondial de la démocratie bourgeoise - Page 18
3.2 Revendications partielles et révolution - Page 21
3.3 La nécéssité de passer par l'expérience parlementaire - Page 24
3.4 L'éducation politique des masses comme objectif principal - Page 26
3.5 Les « gains parlementaires positifs » - Page 28

4. Le problème du pouvoir - Page 30

4.1. La forme finalement découverte de la dictature du prolétariat - Page 30
4.2. Les différents types de « gouvernements ouvriers » dans l'expérience révolutionnaire - Page 32
4.3. Le cas du « gouvernement ouvrier » sur des bases parlementaires - Page 35
4.4. La position face à un éventuel gouvernement de Syriza - Page 38
4.5. Le gouvernement ouvrier des municipalités - Page 40
4.6. la transformation de la lutte de classes en guerre civile - Page 42
4.7. Le parti et l'insurrection. La mécanique complexe de la lutte pour le pouvoir - Page 45

5. Notes - Page 47

Questions de stratégie

Revendications, parti et pouvoir

Par Roberto Sáenz

Le concept de stratégie révolutionnaire ne s'est formé que dans les années de l'après-guerre, sous l'influence initiale, sans doute, de la terminologie militaire. Mais ce n'est pas par hasard qu'il s'est affirmé. Avant la guerre, nous ne parlions que de la tactique du parti prolétarien, et cette conception correspondait exactement aux méthodes parlementaires et syndicales qui prédominaient alors et qui ne dépassaient pas le cadre des revendications et des tâches courantes. La tactique se limite à un système de mesures se rapportant à un problème particulier d'actualité ou à un domaine séparé de la lutte des classes. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir.
(León Trotsky, *Stalin, el gran organizador de derrotas*, El Yunque Editora, Argentina, 1974, pp. 144)

L'essai qui suit est un texte préparé en lien avec une école cadres de notre parti consacré aux problèmes de la stratégie socialiste révolutionnaire au début de ce nouveau siècle et que nous publions maintenant comme une contribution au débat stratégique au sein de notre courant international actuel et du militantisme en général.

1. Revenir à la pensé stratégique

Au debut de cette deuxième décennie du XXIe siècle le débat stratégique est de nouveau l'ordre du jour. Si au début du nouveau siècle, ce débat s'est concentré sur l'expérience des zapatistes et la question *à la Holloway* sur « comment changer le monde sans prendre le pouvoir », une deuxième étape du débat a été caractérisée par l'analyse des processus de rébellion latino-américain et la question de quelle position adopter en ce qui concerne les nouveaux gouvernements du « socialisme du XXIe siècle ». Et nous pourrions dire que nous entrons maintenant dans une troisième étape. Celle-ci commence à se baser sur la possibilité qu'une formation réformiste non traditionnelle comme Syriza arrive au gouvernement en Grèce. Aussi en raison des nouvelles responsabilités législatives qui a obtenu la gauche révolutionnaire dans certains pays

comme l'Argentine[1]

Cette situation place un nouvel ensemble de problèmes sur la table, notamment le problème du dit « gouvernement ouvrier », auquel nous nous consacrerons plus loin. Ces problèmes sont l'expression du fait que lentement on connaît un processus d'accumulation d'expériences de la classe ouvrière et de la gauche sur la scène internationale, processus qui commence à mettre les courants révolutionnaires face à des responsabilités *nouvelles*. Un processus qui pose la question de la construction de nos organisations comme partis organiques de l'avant-garde large et, même, comme partis que dans certains cas ont le défi de se lancer pour influencer des secteur plus larges que d'habitude.

Bien sûr que l'approfondissement de cette expérience en général et le développement de nos partis en particulier, va dépendre du degré de *radicalisation* du processus de la lutte. Ceci sur la base de l'évolution générale de l'actuelle crise économique mondiale, et des développements géopolitiques et de la lutte des classes que celle-ci déclenchera. Les cas en 2013 du Brésil, de la Turquie et d'autres pays sont un signe que le cycle politique international est encore celui des révoltes populaires, indépendamment du fait que la maturation de ces expériences et un saut dans leur radicalisation, ne sera pas du tout facile.

Ces plus grandes responsabilités que doit assumer la gauche révolutionnaire créent l'urgent besoin de *récupérer le débat stratégique*. Notre objectif est de poursuivre ici l'élaboration qui a commencé dans « La science et l'art de la politique révolutionnaire ». Dans ce texte, nous avions essayé de transmettre quelques rudiments du savoir-faire militant élémentaire pour servir de base à la formation de la nouvelle génération militante qui se forge dans les luttes du nouveau siècle. Les défis que la gauche révolutionnaire a en face nous amènent maintenant à aller un peu plus loin : aborder certaines des nœuds centraux de la stratégie révolutionnaire en s'appuyant sur les enseignements de Lénine, Trotsky et Rosa Luxemburgo. Il est important de recréer ces débats à partir des expériences en cours.

Ce qui suit sera, donc, une *réflexion générale* sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire qui ira au-delà des besoins du moment. Il n'a le but que d'aider à les aborder comme il le faut: à la lumière de la perspective stratégique du (re) lancement de la révolution socialiste au XXIe siècle. Plus particulièrement, à la lumière de ce qui est l'alpha et l'oméga de la stratégie *: le problème du pouvoir de la classe ouvrière.*

Nous n'envisageons pas la réflexion que nous avons l'intention de réaliser comme une sorte de « recette » ou « décalogue » valide n'importe où et n'importe quand ; le résumé de l'expérience acquise concentre des principes et des enseignements universels, mais il n'épargne jamais de *l'analyse concrète de la situation concrète*: « la vérité est toujours concrète » signalait Trotsky. Nous précisons cela parce que souvent les dis-

cussions sur la stratégie prétendent faire une sorte de « codage » qui enseigne à *l'avance* comment se battre : ce que l'on doit faire ou ne pas faire dans certaine situation. Une idée du type que « la connaissance de l'expérience précédente nous permettrait de ne pas avoir à réfléchir à nouveau chaque fois que nous sommes confrontés à une situation particulière de la lutte des classes, » serait une erreur complète. Il ne faut pas confondre l'étude, même minutieuse, des circonstances et de la politique que les révolutionnaires ont eu face à chaque tour de la situation, avec le fait que chaque situation concrète doit être abordée *concrètement* en apprenant à *réfléchir pour nous-mêmes*, bien sûr en s'appuyant sur l'ensemble des enseignements legués par la tradition du marxisme révolutionnaire. Une tradition qu'il faut *se réapproprier* à chaque fois, dans chaque nouvelle expérience, comme le disait Trotski en citant Goethe. [2]

Les enseignements laissés par les grands révolutionnaires, ainsi que la critique des *limites de classe* des expériences des révolutions anticapitalistes du deuxième après-guerre, sont un outil de premier ordre dans la formation de la nouvelle génération militante et dans la construction de nos partis en tant *qu'organisations de combat*. Des enseignements stratégiques qui se basent sur le présupposé méthodologique que l'histoire ne se fait pas toute seule, que le système ne s'écroulera de lui-même malgré le profondeur des crises qu'il est condamné à subir ; et qu'on ne peut pas aborder *capricieusement* les tâches posées sans tenir compte de la réalité et des déterminations des processus *tels qu'ils sont*. Car en fin de compte, les questions de stratégie révolutionnaire font référence aussi aux problèmes de méthode dans le domaine du marxisme.

Il est significatif que les œuvres politiques des grands révolutionnaires soient traversés par des « notes méthodologiques ». Ni l'objectivisme fataliste ni le subjectivisme capricieux ne sont recommandées dans le domaine stratégique ; seule une approche vraiment activiste, *matérialiste dialectique*, peut servir à contribuer à la transformation sociale. Une approche qui part des conditions objectives tels qu'elles sont et, en même temps, ne s'adapte pas à une conception fataliste qui prétende que l'histoire va se réaliser toute seule par le biais d'un « automatisme » quelconque. Sur les conditions objectivement créées, la réflexion stratégique renvoie, précisément, à l'ensemble des étapes effectuées par un « facteur subjectif » (la classe ouvrière avec le parti à sa tête) qui doit « pousser » les choses dans un certain sens et pas dans un autre. Sans plus tarder, commençons donc notre réflexion.

2. La pensée stratégique dans le marxisme révolutionnaire

2.1 La stratégie de la centralité ouvrière dans la révolution

Il n'y a pas moyen de s'attaquer aux problèmes de la stratégie révolutionnaire sans

partir d'une *théorie de la révolution* ; c'est-à-dire la conception que l'on a de quelle est *dialectique historique* qui préside les perspectives de transformation sociale.

Les bases d'une compréhension plus précise de la théorie de la révolution socialiste dans notre temps ont été construites par León Trotsky dès le début du siècle passé, et renforcées et enrichies par l'immense expérience de la révolution russe, ainsi que par les révolutions historiques qui l'ont suivi dans les années 20 et 30, dans la vie de Trotsky lui-même.

Toutes ces expériences dont la Revolution d'Octobre, la révolution allemande, l'autrichienne, le *biennio rosso* en Italie et la Révolution Espagnole, parmi les plus importants, ont montré que *la résolution conséquente des tâches de la révolution bourgeoise ; le frein aux tendances croissantes vers la guerre inter impérialiste et la barbarie capitaliste ; ainsi que le libre développement des forces productives et la prise en charge des tâches spécifiques de la transition vers le socialisme, dépendaient de que la classe ouvrière arrive au pouvoir par le biais de ses organismes et du parti révolutionnaire et s'y affirmasse fermement.*

Encore plus : des révolutions avec une forte centralité ouvrière, mais *sans* un parti révolutionnaire et avec l'action de plus en plus contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme (toutes les tentatives sauf l'octobre russe), ont été battues ; discussion que Trotsky a formulé en temps réel le long de deux longues décennies de lutte politique acharnée et qui a amené à la formulation mature de sa Théorie de la Révolution Permanente, mais aussi un certain nombre d'enseignements dans le domaine stratégique.

Les révolutions dans le deuxième après-guerre semblaient *perturber* tous les rôles. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale, dans un ensemble de pays comme la Chine, l'ex-Yougoslavie, le Cuba et le Vietnam à travers des révolutions et dans les pays d'Europe de l'Est par le biais de l'occupation par l'Armée Rouge dirigé par la bureaucratie, on est allé au-delà du système dominant en expropriant les capitalistes et en résolvant partiellement certaines tâches bourgeoises non-résolues.

Si le processus de la révolution socialiste et la transition pourrait se développer *automatiquement* parce que les directions bureaucratiques étaient devenu « empiriquement révolutionnaires » (Mandel), ou du fait du « poids des conditions objectives » (Moreno), ou même par des circonstances « exceptionnelles » inexplicables qui toutefois « conservent la règle » (c'est-à-dire, la théorie originale) [3], c'était donc évident qu'au moins une partie de la conception originale de la théorie de la révolution socialiste de Trotsky devait être *remise en question*.

Cela a produit toutes sortes de dérives objectivistes dans les différentes forces dans lesquelles trotskisme a été divisé dans le deuxième après-guerre[4]. Une grande *désorientation stratégique* a traversé ses rangs. Différents types d'interprétations ont été

présentées ; nous les avons critiquées dans d'autres textes[5]. Interprétations qui expliquent pourquoi la discussion stratégique était de plus en plus « embrouillée » jusqu'à ce qu'il soit pratiquement hors de l'ordre du jour avec la chute du mur de Berlin.

Aujourd'hui ce débat revient, un peu *par la force des faits*. Les nouveaux développements de la lutte des classes, le recommencement de l'expérience de la classe ouvrière et le cycle des révoltes populaires que nous vivons, ont remis à l'ordre du jour les problèmes de la théorie de la révolution et de la stratégie des révolutionnaires.

Mais ici, il y a un problème ou une *condition* : avant de pouvoir s'attaquer aux problèmes de la stratégie révolutionnaire il faut d'abord traiter les questions concernant *le bilan de la théorie de la révolution*, ainsi que *objectifs* eux-mêmes de la lutte émancipatrice socialiste, réflexion incontournable pour faire face aux défis révolutionnaires du nouveau siècle à de l'étude *critique* des enseignements laissés par le siècle précédent.

Notre courant actuel a essayé de faire un effort à cet égard. Nous avons abordé les problèmes de la révolution socialiste, ainsi que ceux de la transition vers le socialisme, dans divers textes. Il y a sûrement des erreurs dans cet effort ; même dans les aspects fondamentaux de celui-ci. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est la valeur stratégique d'avoir faire face à cette réflexion comme point de départ de tout développement ultérieur. Réflexion qui, dans tous les cas, ne pourra trouver sa synthèse qu'à la lumière des nouvelles expériences révolutionnaires dans ce nouveau siècle, et de la transformation de nos organisations de type « partis miniature » que nous sommes en général, en véritables partis révolutionnaires. Cela dépendra de l'évolution des conditions objectives ainsi que notre capacité subjective à faire face de façon révolutionnaire aux défis de notre temps.

En revenant à notre question nous voulons juste signaler la simple conclusion que nous avons obtenue de la réévaluation de l'expérience de l'après-guerre et du XXe siècle dans son ensemble, en ce qui concerne ce problème. Et cette conclusion consiste, en bref, dans l'idée *qu'il n'y a pas de substitut à la classe ouvrière, à ses organismes, aux programmes et aux partis révolutionnaires en ce qui concerne la révolution socialiste et la transition vers le socialisme.* Il s'agit une tâche historique posée pour un sujet avec des *chaînes radicales*. Et ce sujet, comme l'ont signalé Marx et Engels, est la classe ouvrière. Historique, stratégique et théoriquement il n'y a pas une autre classe sociale qui puisse mener la tâche de transformation sociale du capitalisme, encore moins dans un monde comme celui d'aujourd'hui, qualitativement prolétarisé ; la révolution socialiste est une tâche *de la classe ouvrière* : si celle-ci ne la réalise pas, *personne ne le fera*.

Il s'agit d'une leçon marquée à feu par toute l'expérience du siècle dernier: les réalisations et les conquêtes de la Révolution Russe, au-delà de sa dégénérescence

ultérieure, puisque la classe ouvrière a été vraiment au pouvoir ; le caractère *incomplet* des conquêtes des révolutions anticapitalistes et le blocage des sociétés non capitalistes dans leurs dynamique de transition vers le socialisme du fait que la classe ouvrière n'était pas au pouvoir. Car, en fin de compte, dans la transition il n'y a pas de « base économique » qui garantisse le caractère du processus ; son évolution dépend de *la nature du pouvoir*, non pas dans le papier, mais dans la vie sociale réelle. La propriété et la possession effective des moyens de production, le pouvoir politique et la capacité de planification doivent être entre les mains des travailleurs pour que la transition avance dans une direction socialiste.

Cette conclusion confirme qu'à la lumière de l'expérience historique du siècle dernier, la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il est symptomatique qu'Ernest Mandel lui-même, qui a eu des zigzags face aux directions bureaucratiques au cours de sa carrière politique, sur la fin de sa vie ait laissé la réflexion suivante: « Les premises politiques du substituisme ont amené dans la pratique, à la fin de la seconde guerre mondiale, à l'imposition de régimes comme celui du Kremlin en Europe orientale, à l'exception de la Yougoslavie, par la biais de la pression militaire-policière par en haut, contre une population récalcitrante, ou plutôt clairement hostile. Tous les développements ultérieurs, y compris l'effondrement ou quasi-effondrement en 1989, sont dérivés de cette condition initiale. Ils ont montré *l'impossibilité* de « construire socialisme » *contre la volonté de la majorité des masses ouvrières* »[6].

Ainsi les choses, l'élévation de la classe ouvrière à classe dirigeante, au pouvoir, est l'alpha et l'oméga de la stratégie du socialiste révolutionnaire. Cette perspective est celle qui, ensuite, place les problèmes de stratégie (parti, organismes, pouvoir), ce qui leur donne le contexte. Sans une théorie de la révolution correcte (dépassant les dérives objectivistes et subjectivistes) les questions de stratégie révolutionnaire avec toute la complexité que celles-ci concentrent, ne peuvent pas être abordées correctement.

« L'application stratégique » de la théorie de la centralité ouvrière dans la révolution socialiste est déjà d'une *complexité* immense. Tel que noté ci-dessus, cela ne peut pas être une *recette* : toute l'expérience historique de la lutte révolutionnaire nourrit cette conclusion, en commençant par l'expérience du bolchevisme et les enseignements de Lénine, Trotsky et la lutte acharnée de l'opposition de gauche, ainsi que ceux de Rosa Luxemburgo au sein de la vieille social-démocratie.

Ayant posé ces questions, abordons, maintenant, les problèmes spécifiques de la stratégie révolutionnaire.

2.2 L'héritage de Rosa, Lénine et Trotski

Comme il est indiqué dans la citation qui ouvre ce travail, Trotski signale que dans

la social-démocratie d'avant 1914 on connaissait à peine les problèmes de la stratégie en tant que telle, à proprement parler. On ne parlait que de « problèmes tactiques » au moment d'encadrer l'action des socialistes. En quelque sorte, c'était une adaptation encore « inconsciente » aux caractéristiques de l'époque, marquée par une progression du capitalisme et une activité évolutive qui se déroulait dans les limites du système : *le mouvement était tout, le but rien* comme l'avait souligné, de façon erronée mais profonde, Bernstein.

Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas d'éléments de réflexion stratégique déjà depuis la fin du XIXe siècle. Certains de ces éléments ont été implicites dans la pensée politique et militaire de Marx et Engels[7]. Mais c'est surtout Rosa Luxemburgo qui a ouvert *la réflexion stratégique* à proprement parler dès l'instant où elle a fait son apparition dans la social-démocratie allemande. Elle a fait cela au moyen d'une critique de plus en plus systématique de ce qu'on appelait la « vieille tactique éprouvée » (*die alte bewarte Taktic*), caractérisée par l'obtention de postes parlementaires, syndicales et des demandes partielles comme *via regia* de l'activité des socialistes. La pensée de Rosa, d'une énorme richesse et profondeur à cet égard, avait la limite, il est vrai, de ses conditions d'action politique. Trotski rappelle que Rosa n'a pas soulevé le problème de l'insurrection en tant que telle ; l'organisation de la prise de pouvoir, qu'elle dérivait un peu *mécaniquement* de la grève politique de masse. Limite qui est venue, aussi, d'une faiblesse dans la pensée du parti en tant qu'organisation de combat : la sélection des meilleurs éléments de la classe ouvrière et du militantisme à cet effet. Cela était en large mesure un sous-produit des conditions dans lesquelles elle a agi : sous le poids de l'appareil social-démocrate auto satisfait, auquel elle opposait l'action vivifiante et spontanée de la classe ouvrière par en bas.

Toutefois, sans doute Rosa fait une contribution majeure à la réflexion stratégique du marxisme révolutionnaire: «(...) le mérite qui correspond à Rosa dans l'élaboration du marxisme révolutionnaire contemporaine est *immense*. Elle fut la première qui a soulevé et a commencé à résoudre le problème de la stratégie et de la tactique révolutionnaire »[8]. Et avec une lucidité en ce qui concerne l'inertie de la social-démocratie allemande bien antérieure aux analyses des deux grands révolutionnaires russes[9].

Lénine et Trotsky sont allés un pas plus loin[10]. L'expérience de la Révolution d'Cctobre, ainsi que la mise en pied de la Troisième Internationale et les défis posés par la révolution dans l'Ouest et dans l'Est, ont alimenté la pensée stratégique dans les deux. Lénine était l'acteur central dans l'orientation de l'internationale jusqu'en 1922. Trotsky a été le « second violon » de celle-ci pendant ces mêmes années et un témoin privilégié de l'ensemble du cycle révolutionnaire de l'entre-deux guerres, y compris des expériences historiques tels que la défaite de la révolution allemande (1918-1923), la montée du nazisme (1933) et du fascisme italien (1922), l'échec de la révolution chinoise

(1925-27), la tragédie de la révolution espagnole (1931-39), la défaite en Autriche (1934), l'impuissance de la situation révolutionnaire en France (1936-37) et une longue liste d'expériences sans précédent à l'apogée de « l'ère des extrêmes » marquée par l'impulsion initiale d'une époque de crises, guerres et révolutions depuis le début de la Première Guerre Mondiale ; processus qui doivent être à nouveau étudiés par les courants du marxisme révolutionnaire. [11]

La réflexion stratégique du marxisme révolutionnaire s'est considérablement enrichie grâce aux révolutions et aux luttes politiques de la deuxième et troisième décennie du XXe siècle*, les plus révolutionnaires de l'humanité*. Enseignements qui sont rentrés dans le patrimoine historique du marxisme révolutionnaire.

En reprenant le fil ensemble, dans le cas de Rosa Luxemburgo, *Réforme ou Révolution*, les différents textes sur le parlementarisme, et le débat sur la grève de masse, sont d'une importance énorme en matière stratégique. Dans Lénine, textes comme *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, ont une énorme valeur éducative, comparable peut-être par leur valeur dans le domaine de la formation du socialisme révolutionnaire, avec l'importance du *Manifeste Communiste* au siècle précédent. Dans Trotski déjà la liste des textes de stratégie est presque infinie. C'est le *penseur stratégique par excellence* du marxisme révolutionnaire. Pas pour rien, il a construit la théorie de la révolution la plus correcte, et il a vécu dans la plénitude de ses conditions politiques et intellectuelles, les deux décennies les plus révolutionnaires de l'humanité. De là que l'on puisse obtenir le résumé de son expérience formulée dans la lutte à mort avec le stalinisme à partir de textes magnifiques comme *La troisième internationale après Lénine* et ses études critiques dédiés à l'Allemagne, l'Espagne, la France et la Chine, une véritable « collection » de textes politiques de valeur inégalable.

Dans l'après-guerre, il y a eu des essais de développer une pensée stratégique de la part du trotskisme, bien que beaucoup plus faibles et fragmentés. *L'absence de critères de classe* avec lequel les révolutions anticapitalistes d'après-guerre ont été abordées, ainsi que les limitations de toutes sortes qui ont eu les différents courants et les dirigeants du trotskisme à ce moment-là, ont rendu les choses difficiles. Parmi ces difficultés, l'adaptation systématique du tronc principal du mouvement trotskiste (Pablo et Mandel) aux directions bureaucratiques dans les processus d'après-guerre. Bensaid, dirigeant de ce courant aujourd'hui décédé, raconte comment l'on étudiait, apparemment sans des délimitations importantes, des révolutions de caractère très différent : « A partir des grands expériences révolutionnaires du XXe siècle (la révolution russe et la révolution chinoise, ainsi la révolution allemande, les fronts populaires, la guerre civile espagnole, la guerre de libération vietnamienne, mai 68, Portugal, Chili), nous avons distingué deux hypothèses principales : la grève générale insurrectionnelle et la guerre populaire prolongée (GPP). Elles résume deux types de crises, deux formes de double pouvoir,

deux méthodes d'issue de la crise » [12].

Avec un angle plus critique, un autre dirigeant de ce même courant pose: «(...) la Ligue [la LCR] avait tendance à réduire la stratégie uniquement au moment de la crise révolutionnaire, même aux *modalités* politiques et militaires de conquête du pouvoir, notamment par le biais de l'étude des différents *modèles* (...) S'il est correct de travailler ces questions, notre inclination a toujours été de réduire les problèmes stratégiques à un débat de *modèles*, quand en réalité, la stratégie comprend un grand nombre de dimensions dans la construction du sujet révolutionnaire. Cette propension à la modélisation nous a conduit, par ailleurs, à commettre des erreurs, notamment en Amérique latine, où nous nous sommes adaptés aux généralisations du modèle cubain de part des courants castristes » [13]

Par ailleurs, même de façon fragmentaire, avec des erreurs et des éléments forts d'empirisme, ainsi qu'avec une reformulation de la théorie de la révolution incorrecte, en clé objectiviste, et qui a conduit à l'éclatement de l'ancienne Ligue Internationale des Travailleurs, c'est de l'honnêteté intellectuelle de rappeler qu'en ce qui concerne l'un des plus importante débats de stratégie au sein de la Quatrième Internationale au début des années 1970, Nahuel Moreno *avait raison* quand il a défendu une stratégie classique de construction du parti et de mobilisation ouvrière face à la politique pro-guérilla défendue par le mandelisme pour l'Amérique latine.

En tout cas, récupérer une perspective *de classe* sur le plan de la théorie de la révolution, est le moyen le plus approprié pour faire face aux tâches qui sont devant nous dans le nouveau siècle : la lutte pour rouvrir l'expérience des révolutions socialistes à proprement parler.

2.3 Le concept de stratégie

Regardons maintenant le concept de stratégie à proprement parler. La réflexion stratégique du marxisme révolutionnaire devrait commencer aujourd'hui avec trois bases. Tout d'abord, les conquêtes les plus elevés dans la matière de part de Trotsky, Lénine et Rosa Luxemburg. Deuxièmement, le bilan critique des révolutions anticapitalistes, c'est-à-dire substituistes, mais pas ouvrières et sociales de l'après-guerre. En troisième lieu, en faisant *concrète* la question en se concentrant sur les défis que l'actuel cycle politique international nous pose.

En ce qui concerne le concept de stratégie, nous avons abordé ce sujet dans *La science et l'art de la politique révolutionnaire* ; ici, nous voulons aller un pas plus loin. C'est un concept qui vient de l'art militaire. Un des plus hauts penseurs de l'art de la guerre a été Carl Von Clausewitz, dont la théorie de la guerre a été assimilée par les grands révolutionnaires. Au bout, il considérait la stratégie comme *la compréhension*

du front total des opérations menant à la victoire dans la conflagration. Dans toute guerre il y a une myriade de petites et grandes batailles ; encore plus dans les deux guerres mondiales du siècle dernier. Mais ce qui importe ici est de comprendre que la stratégie est la *concaténation de chacune des batailles avec le jeu total de guerre* pour arriver à l'objectif : gagner, briser la volonté de l'ennemi: « La stratégie est l'usage de la combinaison pour arriver à l'objectif de la guerre. Donc, elle doit donner un *sens* à toute action militaire, sens qui doit être en accord avec l'objectif de la guerre ».

En voyant le problème d'un point de vue plus général, *la stratégie est ce qui donne sens et « enchaîne » chacune des événements partiels, tactiques, de la lutte*. La conquête du pouvoir politique est le objectif ultime, et l'objectif ultime est *l'âme* de chaque lutte, sans lequel on n'a même pas *une véritable lutte des classes* ; comme disait Rosa: « Car, réfléchissez-y ; en quoi consiste, en fait, le caractère *socialiste* de notre mouvement ? La lutte pratique proprement dite se divise en trois parties principales : la lutte syndicale, la lutte pour les réformes et la lutte pour la démocratisation de l'Etat capitaliste. Est-ce que ces trois formes de notre lutte sont, en fait, du *socialisme* ? *Absolument pas* ! (...)Qu'est-ce qui fait alors de nous, dans notre lutte quotidienne, un parti socialiste ? C'est seulement le rapport de ces trois formes de lutte pratique avec notre but final. C'est uniquement, le but final qui *donne son esprit et son contenu à notre lutte socialiste et en fait une lutte de classe* » [14]

Comme nous l'avons déjà signalé, Trotsky a rappelé que dans la IIème Internationale il n'y avait pas de pensée stratégique à proprement parler ; en tout cas, leur pensée « stratégique » ne l'était pas vraiment, n'était pas *révolutionnaire* : le moment partiel était tout, le but ultime rien. Cela simplement parce que le socialisme viendrait simplement par « addition » du symple développement des tâches quotidiennes. La *routine* de ces tâches conduirait automatiquement vers le nouveau système social.

Mais la réflexion stratégique *nie* tout automatisme. Si les choses avancent toutes seules, il n'y a pas besoin d'enchaîner chaque événement partiel à l'objectif d'ensemble de la lutte ; il n'y a pas besoin, évidemment, de construire le parti. Mais si ce n'est pas ainsi –et en effet ce n'est pas ainsi- alors c'est *l'effort stratégique ce qui doit maîtriser chaque moment partiel*. Chaque bataille, chaque événement, chaque demande conquise doit être placé *dans le contexte global de la lutte d'ensemble* pour qu'elle serve les objectifs de cette lutte : la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

C'est cela dont nous parlons lorsque nous parlons de stratégie révolutionnaire, ou, plus exactement, de *réflexion stratégique*. Ce n'est pas un hasard une fois l'époque de l'IIème internationale finie, une fois ouverte l'époque historique de la révolution socialiste avec la Révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky aient inauguré « l'âge d'or » de la réflexion stratégique[15]. Puisque l'époque de l'impérialisme a signifié la fin de la croissance évolutive du capitalisme. On ne pouvait plus concevoir, honnêtement, la

transformation sociale en tant que produit spontané du développement historique ; de la « croissance organique » des rangs et des conquêtes de la classe ouvrière.

A la « vieilles tactique éprouvée » de la social-démocratie l'a succédé l'expérience et la réflexion stratégique qui ne croit pas à l'automatisme de la transformation sociale, mais qui doit insérer chaque revendication, chaque bataille, chaque conquête partielle *dans le contexte global d'une action consciente et consciemment orienté vers la transformation sociale.*

Lorsque nous parlons de stratégie, nous parlons de cela : toute réalisation partielle, toute conquête syndicale, tout accomplissement parlementaire, doit se penser et se mettre en œuvre *dans la perspective stratégique de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et de la construction du parti révolutionnaire comme outil consciente et indispensable pour cette perspective*. Et nous parlons aussi d'un parti qui ne devienne pas *routinier*, qui ne s'accommode pas aux « grandes réalisations », qui ne s'autoproclame pas « champion du monde » avant le vrai combat (la lutte pour le pouvoir), mais qui sache comment tirer parti de chaque conquête partielle pour se renforcer de façon organique, pour élargir ses rangs et son champ d'action au sein de la classe ouvrière, et pour se préparer systématiquement à travers les différentes tâches partielles et les luttes quotidiennes de la classe ouvrière *dans la perspective du pouvoir en gagnant auparavant les masses*.

Il est clair que le développement de la pensée stratégique dans le marxisme révolutionnaire, la mise en place de la stratégie comme « étoile polaire » de notre orientation, ne peut pas suggérer qu'il n'y a pas de moments *tactiques*. Si la stratégie renvoie au cadre global des combats dans la conduite de la guerre, la tactique renvoie, en effet, à ces batailles, à ces affrontements, à ces moments *partiels* subordonnés à la stratégie globale mais qui ont toute leur *substance*, toute leur spécificité dont on ne peut pas faire abstraction.

Enfin, la progression totale de la guerre dépend, finalement, de la réalité de chaque combat, de l'issue de chaque bataille ; un général qui aurait conçu dans sa tête un « plan parfait » mais dont son armée perd, systématiquement, une par une, toutes les batailles, ce serait un mauvais général. La tactique est, précisément et de manière dialectique, *la manière de faire valoir la stratégie dans chacune des épreuves partielles de la lutte* ; parce que la lutte n'est pas un « continuum abstrait » sans divers moments : moments d'attaque, moments de défense, moments de suspension des hostilités. Au contraire, elle se caractérise par un ensemble de combats dans un temps et un lieu déterminés (comme dans la boxe, qui a plusieurs rounds), et qu'il faut apprendre à gagner si nous voulons réussir dans la guerre dans son ensemble. Autrement dit : la stratégie donne vie mais n'annule pas l'importance de chaque bataille partielle ; elle lui donne son sens général. Mais, en même temps, ce sont ces batailles partielles - leur

résultat - qui décideront si notre stratégie va réussir ou non: « (...) Il est évident en soi que la stratégie doit être pénétrer dans le champ de bataille avec l'armée, pour organiser les détails sur le terrain et apporter les modifications au plan général, ce qui est constamment nécessaire. En conséquence, la stratégie ne peut ni pour instant suspendre son travail » [16].

De ces considérations d'ordre générales surgit la diversité des tactiques de combat de la classe ouvrière et du marxisme révolutionnaire. Nous avons aussi parlé sur cette diversité dans *La science et l'art de la politique révolutionnaire*, concepts auxquels nous nous référons.

2.4 Le fond politique de la stratégie

Passons à un autre aspect de la stratégie. Il est bien connu qu'il y a entre la guerre et la politique des relations intimes qui ont été étudiées par le marxisme. Clausewitz a établi que la guerre est la continuation de la politique (etatique) par d'autres moyens, question que le marxisme a défini comme la continuité de la lutte des classes par des moyens violents (Lénine).

Dans le même ordre d'idées et en réponse à la nouvelle ère ouverte à partir de la Première Guerre Mondiale, León Trotsky a souligné que la *guerre civile*, l'affrontement direct entre les classes, est une autre forme de cette continuité de la politique. Lutte de classe que lorsqu'elle déborde la démocratie bourgeoise -en termes généraux, communisme vs fascisme- prend la forme *d'une confrontation militaire* dans la mesure où les problèmes de l'armement du prolétariat, les milices populaires, l'autodéfense, la science et l'art de l'insurrection, sont à l'ordre du jour.

Mais ce n'est pas seulement le point culminant de la guerre civile. L'art de la guerre apporte des concepts à la lutte politique dans la mesure où, en fin de compte, le domaine de la politique est un domaine dont la substance est un conflit irréconciliable des classes : la politique peut être vue comme une continuation de la « guerre des classe » qui se déroule quotidiennement autour de l'exploitation du travail, entre les capitalistes et la classe ouvrière[17]. Et, de ce point de vue, l'art de la stratégie se réfère *à apprendre à se battre* ; au fait que, dans la lutte contre la bureaucratie syndicale, contre la répression, dans les grèves, manifestations, dans l'occupation des lieux de travail, dans la prise d'otages, dans blocages d'autoroutes, ce qui a lieu est une action directe dans un « théâtre d'opérations », qu'en tant qu'action directe, *suppose un ensemble de « règles de l'art » pour être pratiqué* (et qui doivent être apprises tout parti qui se considère révolutionnaire » [18])

C'est là qui rentrent en jeu les idées de « manouvres » et « positions ». Il s'agit de deux formulations dérivées de l'art militaire et elles renvoient au fait que quand il s'agit

d'un objectif politique ou militaire il y a, grosso modo, deux façons d'approcher : l'attaque directe de la position qu'on souhaite prendre ou un détour. En d'autres termes : *l'offensive et la défensive font partie de l'art de la politique et pas seulement du domaine militaire*. Les enseignements de Trotski, que les deux tactiques font partie de l'art guerrier continuent d'être d'une grande actualité, ainsi que sa remarque que seul un « stupide » pourrait penser que la seule tactique est l'offensive. Cela dit, Trotski a insisté sur le fait que, sans passer à l'offensive à un moment particulier, on ne pourrait pas prendre le pouvoir ; sans cette initiative on ne peut rompre l'inertie du rapport de forces établi et naturalisé : *il faut prendre de l'élan pour sauter, mais le saut est nécessaire si on veut réussir !*

Mais ici, nous voulons souligner un autre aspect qui est important. La relation intime entre la guerre et la politique ne doivent pas donner lieu à un *réductionnisme* qui perde de vue les *lois spécifiques* qui caractérisent ces deux domaines de l'action humaine. Trotski a souligné la valeur subordonné des manœuvres qui, en fin de compte, doivent toujours se référer à un *« fond politique »*. Les manœuvres, ainsi que la guerre totale, sont toujours la continuation de la politique par d'autres moyens ; politique qui donne leur *substance* aux des choses, au-delà du fait que « l'art de manœuvres » ait sa propre logique qui doit s'apprendre comme un instrument pour nous imposer.

Cette préoccupation de Trotsky est comprehensible, lorsqu'il critiquait les apprentis sorciers de l'IIIème internationale après Lénine, qui pensaient que tout valable ; ou que les ruses pourraient tromper les lois de l'histoire.

Etablissons des deux délimitations. D'abord, que Trotsky parle ici plus concrètement de « manœuvres » dans le sens des *pièges* utilisés pour imposer une politique spécifique contre les adversaires et que dans ce sens, pour se faire valoir, ils sont inévitables et même nécessaires pour tout parti révolutionnaire. Lénine dans *Le gauchisme* éduquait dans le même sens, par exemple sur le fait que tout courant politique doit « faire semblant » d'être plus que ce qu'il est vraiment afin d'impressionner ses adversaires. Deuxièmement, quand on parle de manœuvres dans le domaine militaire, on parle d'autre chose : d'un concept qui se réfère à la façon de se déplacer sur le champ de bataille : une « manœuvre d'enveloppement » par exemple, ou « encerclement ». Attaquer les flancs, une attaque directe ou tant d'autres, sont tant de manœuvres effectuées au combat.

Mais lorsque ces enseignements sont appliqués au domaine de la politique, nous devons comprendre que *les manœuvres en découlent de la politique elle-même* : « La manœuvre fut proclamée le principe fondamental de la majorité (...) La tâche de cette école stratégique consiste à obtenir par la manœuvre tout ce que peut seulement donner la force révolutionnaire de la classe. (…)Cela ne signifie pas qu'en général toute manœuvre est inadmissible, c'est-à-dire incompatible avec la stratégie révolutionnaire

de la classe ouvrière. Mais il faut comprendre clairement la valeur auxiliaire, subordonnée, des manœuvres, qui doivent être utilisées strictement comme des moyens, par rapport aux méthodes fondamentales de la lutte révolutionnaire (...) Chaque manœuvre doit donc être clairement comprise par le parti au cours de son élaboration et de son exécution (...) Il s'agit du fond politique de la manœuvre » (Trotsky, *Staline, le grand organisateur des défaites*, idem, pp. 198-202).

En bref, celle qui comande c'est toujours la politique, qui rapport à cette discussion est le contenu central, la fin de notre action, et par rapport à laquelle manœuvres sont un moyen, un moyen de faire valoir cette fin : déployer toute la puissance transformatrice de la politique révolutionnaire.

2.5 Le pouvoir comme alpha et omega de la stratégie

Dans ce texte nous avons identifie le problème du pouvoir comme le *centre* de la stratégie des révolutionnaires. Ce n'est pas accidentel que lors du retour de la réflexion stratégique au début du XXIe siècle, celle-ci ait commencée par une discussion autour de « comment changer le monde sans prendre le pouvoir ». Tony Negri en termes plus généraux, puis John Holoway directement (avec une œuvre homonyme), sont ceux qui ont mis sur la table de cette discussion. Il est vrai qu'elle n'a pas duré longtemps ; beaucoup de ses premiers disciples sont passés rapidement du « anti-étatisme » au crétinisme étatiste quand Chavez est arrivé au gouvernement au Venezuela, et lança ce que l'on appelle la « révolution bolivarienne ».

Dans tous les cas, la substance du débat soulevé par Holloway a fait écho avec un sentiment diffus qui traversait des larges secteurs de l'avant-garde et les traverse encore aujourd'hui parmi les rangs des soi-disant « autonomes » (sensibilité politique qui se caractérise par des traits « anti-parti », ou par la remise en question de la centralité de la classe ouvrière dans la stratégie révolutionnaire, ainsi que par le rejet des problèmes du pouvoir). Holloway a tendance à reproduire, un siècle plus tard, le type d'analyse de Robert Michels sur l'existence présumée d'une « loi d'arain de l'oligarchie », cela dans le sens de la soi-disant « fatalité » de la bureaucratisation des organisations au pouvoir. Il est vrai que Holloway ne partage pas l'argument réactionnaire de l'auteur allemand du début du XXe siècle, qui considérait que les exploités et les opprimés ne pourraient pas s'autodéterminer ; il se place plutôt dans l'extrême opposé. Ce processus d'autodétermination est vu sans aucune médiation, comme quelque chose de simple, direct. Avec son approche irréaliste, l'écrivain écossais semble vouloir résoudre d'un seul coup tous les problèmes de représentation politique, des masses et de l'avant-garde, de l'organisation révolutionnaire, allant même jusqu'au bout dans ses propositions en ce qui concerne la nécessité de ne pas prendre le pouvoir afin que la révolution

ne dégènere et ne s'écroule pas.

Mais il y a deux problèmes. Le premier est que, comme l'a signalé Lénine, hors du pouvoir tout est illusion. Il n'y a pas d'échappatoire au fait que dans la transition vers le socialisme, l'État ne peut pas être abolie d'un seul coup. L'État devra disparaitre au fur et à mesure que la lutte des classes se résorbe. L'abolition pure et simple est une position anarchiste qui perd de vue *l'inévitable centralité de l'État comme arène de toutes les corrélations politiques* ; corrélations où ce n'est pas encore la société comme telle qui prend en main la direction des affaires, mais une partie de celle-ci ; une tendance, en tout cas, qui devrait être encouragée sans arrêt dans la transition socialiste authentique. C'est pourquoi Pierre Naville, dans son colossal ouvrage *Le nouveau Léviathan*, du début des années 1970, parle plus de *dissolution* (une « voix » plus active) que de l'extinction de l'Etat dans la transition.

Mais cette survie d'une certaine forme d'État, ou plutôt un « semi-État prolétaire » comme l'appelle Lénine, ne signifie pas que pour des raisons « essentialistes » celui-ci soit condamné à être bureaucratisé et corrompu inévitablement. Cela dépend d'un certain nombre de conditions historiques qui incluent, d'abord, l'évolution réelle de la lutte des classes sur la scène nationale et internationale dans lequel cet État évolue. La « loi d'arain » *à la Holloway* de la bureaucratisation du pouvoir est donc une rationalisation abstraite d'un processus qui s'est produit au XXe siècle pour des raisons historiquement précises, et qui a laissé une série d'enseignements, c'est vrai, mais qui n'est pas le résultat d'un *fatalisme ou « loi » au-dessus de l'évolution historique elle-même*.

C'est ce qui nous ramène encore une fois aux problèmes de stratégie. La centralité de la question du pouvoir découle du fait que la dictature du prolétariat est *la voie politique* à travers laquelle s'effectue la transformation économique de la société post-révolutionnaire. Et sans la classe ouvrière au pouvoir, en laissant le pouvoir à d'autres classes ou fractions de classe ou même, à une bureaucratie qui parle au nom de la classe ouvrière, mais en réalité poursuit ses propres fins, on ne peut pas effectuer cette transformation économique de la société, comme ils l'ont déjà montré Marx et Engels à partir de l'expérience de la Commune de Paris. Comme nous l'avons déjà écrit ailleurs, également la politique a horreur du vide.

De là que, sommairement, la stratégie révolutionnaire conflue vers ce point nodal : *la prise de pouvoir par la classe ouvrière*, seule façon matérialiste de pouvoir commencer et de procéder à la transformation du capitalisme vers le socialisme.

3. Les présupossés généraux d'une politique parlementaire révolutionnaire

Une question importante est celle de *situer* les problèmes stratégiques. Les conditions historiques dans le cadre desquelles se déroule la lutte des classes aujourd'hui diffèrent de ce que nous pourrions qualifier de « période classique » de la stratégie révolutionnaire.

Après la Révolution Russe et les décennies qui suivirent jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, nous avons vécu une « ère des extrêmes » (comme nommée par Eric Hobsbawm), où la règle générale était *le débordement de la démocratie bourgeoise par la révolution prolétarienne et par le fascisme*. Si le régime parlementaire avait caractérisé, avec plus ou moins de force, les principaux pays d'Europe et les Etats-Unis dans les dernières décennies du XIXe siècle et le début du XXe siècle, celui-ci s'est *éffondré* en Europe continentale à la sortie de la Grande Guerre de 1914-1918 et cela pendant plus de deux décennies.

Cela a changé avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La révolution sociale s'est déplacée vers les pays de la périphérie capitaliste qui n'étaient pas caractérisés par la démocratie bourgeoise, donnant naissance à une série de processus anticapitalistes *originaux*.

Dans le centre du monde les développements révolutionnaires ont été vaincus par l'impérialisme avec le concours du stalinisme, ce qui a conduit à la croissance de l'économie capitaliste (« Les trente glorieuses »), ainsi qu'à la stabilisation des régimes « anti-totalitaires » de la démocratie impérialiste. Et ces dernières décennies, cette démocratie bourgeoise s'est affirmée universellement, en s'étendant à presque tout le monde dans le cadre de l'âge d'or néolibérale ; c'est pourquoi les problèmes de la politique révolutionnaire dans le cadre de celle-ci soient d'une actualité énorme, encore plus quand la gauche obtient des parlementaires.

C'est ce qui vient de se passer en Argentine, ainsi que dans d'autres pays dans la dernière période, en mettant à l'ordre du jour le problème de l'approche révolutionnaire des tâches parlementaires. Abordons cette question.

3.1 L'empire mondial de la démocratie bourgeoise

Le fait est, pour l'instant, dans le contexte de la crise capitaliste ouverte il y plus de cinq ans et du cycle politique actuel des révoltes populaires, et malgré le discrédit croissant des institutions parlementaires, celles-ci continuent à fonctionner comme *un barrage empêchant la radicalisation des masses.*

Dans certains cas, il se passe quelque chose de significatif. Électoralement nous observons un déplacement vers la gauche. Mais du point de vue de la lutte des classes directement et malgré les expériences multiples de la rébellion populaire, passer à une étape supérieure en termes de radicalisation *n'est pas quelque chose qui est en train d'arriver*. Prenons l'exemple de la Grèce, le pays avec la plus importante tradition de lutte au cours des dernières décennies en Europe, en ébullition sous le marteau de la crise: « Les directions syndicales -les sociaux-démocrates en particulier- ont une responsabilité historique dans cette affaire. En acceptant les mémorandums, enessayant de sauver les appareils syndicaux (...) contre les droits des travailleurs, ils ont amené les syndicats (...) à une crise historique. Cette situation, combinée avec le retard dans le développement d'organisations sociales alternatives de lutte, a conduit à un manque grave de « armes défensives » pour la classe ouvrière et ce dans une période cruciale. La combinaison de tous ces facteurs crée une situation *unique, étrange*. D'une part, la classe ouvrière semble incapable d'être à la hauteur, d'en finir avec les mémorandums et les politiques d'austérité. D'autre part, les citoyens soutiennent avec une force sans précédent la *gauche politique*. Ils soutiennent une solution politique (« un gouvernement de gauche »), dont l'audience est forte et populaire malgré les attaques de tous les instruments du pouvoir contre une telle éventualité » [19]

Au-delà de ce qui donnerait comme résultat ce « gouvernement de gauche » menée par l'organisation réformiste Syriza, le poids électoral de la gauche au sens large, est de plus en plus importante dans ce pays et c'est le reflet de quelque chose qui se passe plus « universellement » (voir le cas du Costa Rica, ou même l'Argentine, bien qu'à un niveau inférieur). Dans le même temps, on ne peut pas manquer de souligner la contradiction qui constitue le fait que la projection politique de la gauche « radicale » ne se présente pas comme la contrepartie *d'un processus de radicalisation qualitative des luttes*, ni d'un poids qualitatif de cette même gauche parmi les gros bataillons de travailleurs. Il s'agit de l'une des inégalités et contradictions de l'actuel cycle politique, et qui pose d'énormes défis dans le domaine de la *traduction* de ce poids politique électorale relativement plus grand que dans d'autres périodes, à une construction *organique* des organisations révolutionnaires.

De là découle le fait que les problèmes du *parlementarisme révolutionnaire* acquièrent dimension qu'ils prennent pour les courants de la gauche, *forcées d'une certaine manière de passer par cette expérience* dans la recherche d'influencer des secteurs plus larges. Et il est évident que l'une des clés de cette entreprise est *comment* on passe par cette expérience : si de manière révolutionnaire ou en s'adaptant aux institutions parlementaires, comme c'est malheureusement arrivé ces dix dernières années avec les différentes forces du trotskisme européen, surtout après les expériences de « partis larges » dans les pays dont on a parlé plus haut.

La différence avec les problèmes dans les premières décennies du XXe siècle et le fait qu'on soit toujours dans un moment *préparatoire* sont évidents. Dans tous les cas, plutôt que la différence, on pourrait parler d'un écart énorme compte tenu de l'ampleur et la richesse des problèmes stratégiques qui se posaient dans cette période. Dans tous les cas, le problème de la nécessité de passer par l'expérience parlementaire de manière révolutionnaire a également été soulevé dans la Troisième Internationale dans la vie de Lénine ; de là l'actualité immense de ses enseignements sur le sujet (voir *Le gauchisme*… et d'autres textes). Mais le débat stratégique est allé bien plus loin puisque la Révolution Russe avait ouvert, de façon *imminente* pour ainsi dire, le temps des crises, guerres et révolutions et leurs conséquences au niveau politique : l'affaiblissement de la démocratie bourgeoise en Europe continentale, des formations bourgeoises « centristes » et de la sociale-démocratie et *la mise à l'ordre du jour des problèmes de la lutte pour le pouvoir, et de la science et l'art de l'insurrection.*

Aujourd'hui ce n'est pas encore le cas. Internationalement sera nécessaire un bouleversement beaucoup plus profond, des développements *catastrophiques* de la crise économique mondiale, un *saut* dans la lutte de classes internationale, ainsi que des *conflits ouverts entre des Etats* pour que cela arrive ; un scénario qui n'éxiste pas encore.

Pour le moment nous vivons, au contraire, un processus de révoltes populaires et de réabsorption démocratique-bourgeoise de celles-ci. Et là où les développements sont plus radicalisés, là où des affrontements directs entre les forces politiques sont plus « ouverts », comme dans le monde arabe, ils sont caractérisés par un énorme retard de facteurs subjectifs. Le fait que les affrontements mêmes semblent être non pas entre classes sociales, mais entre des courants religieux, des régions, des bandes armées et même des « tribus », indique qu'ils n'échappent pas à la tonique du cycle politique qui existe ; *qu'ils ne sont pas encore un lien direct vers un échelon supérieur de la lutte des classes.*

Dans ce contexte, les problèmes de stratégie révolutionnaire liés à l'action parlementaire, à la lutte quotidienne pour les revendications des travailleurs, à la lutte pour la direction contre la bureaucratie syndicale, à la lutte pour nous construire comme partis d'avant-garde organiques solides parmi des couches de plus en plus larges de la classe ouvrière, et même au-delà parmi de larges secteurs de masses, c'est ce qui est mis à l'ordre du jour. Un défi énorme pour un courant comme le trotskisme qui a vécu une grande *marginalité historique* en ce qui concerne son lien avec les grandes secteurs des exploités et des opprimés, et, en particulier, *l'absence d'une tradition propre et des liens politiques systématiques au sein du prolétariat*, c'est ce qu'il faut atteindre de manière stratégique.

Toutefois, ce serait une grave erreur opportuniste de mettre en place une *frontière*

ou mur schématique entre les problèmes stratégiques d'aujourd'hui et ceux qui seront à l'ordre du jour demain ; un « demain » qui dépende d'une somme de circonstances. Tout courant qui adresse ses tâches de façon *rutinaire*, qui perde de vue que dans le cycle politique actuel sont implicites des *tournures brusques* dans la situation, des crises politiques graves, des moments de *débordement* de la démocratie bourgeois (qui est très discréditée dans un certain nombre de pays) commettrait l'un des pires erreurs qui peuvent être commis.

Rien qu'en observant des pays comme la Grèce où l'on observe un certain éffrondrement du « centre politique » et une croissance des extrêmes, nous avons un pré-annonce de ce qui pourrait être *une étape de transition vers une radicalisation politique plus importante*. La croissance électorale de l'Aube Dorée (groupement fasciste), simultanément avec celui de Syriza et des formations à la gauche de celle-ci comme Antarsya, présagent un scénario qui va au-delà des formations traditionnelles de la démocratie bourgeoise. Un scénario qui inclut la possibilité d'affrontements directs entre les classes.

C'est ceci qui prouvre que problèmes du parlementarisme ne peuvent pas être traités en eux-mêmes, *de manière purement « tactique »,* détachée d'une perspective révolutionnaire générale. Ce serait un crime opportuniste. Théorisations comme celle du « réformisme révolutionnaire » (la soi-disant « participation parlementaire dans des conditions où il n'y a pas de situations révolutionnaires ») sont une adaptation opportuniste aux conditions données, qui posent la *séparation* entre l'action parlementaire et la perspective plus large de transformation sociale. Une position qui voudrait qu'avec le « lobbying parlementaire », on pourrait atteindre des grandes victoires pour les travailleurs.

Il s'agit d'une fausse perspective. Il n'y a aucun *compartiment étanche* entre le cycle actuel des révoltes populaires et l'éventualité d'une lutte des classes radicalisée. C'est pourquoi la reprise du débat stratégique doit se situer dans la situation actuelle concrète, mais ne doit nullement *faire abstraction des perspectives historiques plus générales*. L'analyse concrète de la situation concrète ne devrait pas être une excuse pour l'abandon de la perspective de la révolution socialiste et le pouvoir des travailleurs, mais pour le contraire : un *lien* pour mettre en rapport les tâches du présent avec la transformation sociale, la perspective d'avancer dans la conscience et l'organisation indépendante de la classe ouvrière et dans la construction de nos partis comme des *partis révolutionnaires organiques au sein des secteurs les plus concentrés de la classe ouvrière.*

3.2 Revendications partielles et révolution

« (…) [Rosa Luxembourg] a établi le principe stratégique que le combat quotidien

du prolétariat devrait être organiquement lié avec l'objectif ultime. Chaque solution des tâches quotidiennes devrait être tel qu'il conduise à l'objectif ultime, qu'il se dévie pas celui-ci (...) Cela était dû au fait que chaque gain tactique ou triomphe momentané (...) serait nécessairement transformé en une victoire douteuse qui pourrait empêcher ou au moins retarder la réalisation de la victoire finale » (Frolich, idem, p. 70).

Le débat doit alors comencer par le début, par l'élement le plus élémentaire : *comment lier la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs avec la perspective générale*. Cette question a beaucoup de noms dans la tradition révolutionnaire, mais, en fin de compte, peut être placée sous le signe du débat sur réforme ou révolution à nos jours.

Dans un sens presque on pourrait dire qu'une approche « réaliste » de choses de nos jours dirait qu'aujourd'hui « il n'y a ni réforme ou ni révolution »... Ni une chose ni l'autre ne seraient possibles. Mais il s'agit d'une vision unilatérale des développements qui *absolutise* les conquêtes du capitalisme néolibéral de ces dernières décennies, les ajoute à la chute du Mur de Berlin et arrive à une conclusion *défaitiste* qui perd de vue le changement de cycle que nous vivons : *l'émergence d'un cycle des révoltes populaires*.

Il est clair, il s'agit de conquêtes qui n'ont pas l'ampleur des conquêtes historiques de la « période d'or » du capitalisme, ni des « Trente Glorieuses » du deuxième après-guerre. Les conditions historiques sont différentes. Mais en même temps, on ne doit jamais oublier que les conquêtes sont toujours *un sous-produit des du rapport des forces* (comme Trotsky a déclaré dans les discussions sur le Programme de Transition) et qu'il n'y a aucune limite « économique » absolue qui puisse faire que les capitalistes ne cèdent pas des conquêtes obtenues, si elles sont menacées par un danger plus important.

Il s'agit de l'expérience de l'actuel cycle politique en Amérique latine, où en Bolivie et au Venezuela ont été obtenues des conquêtes minimes. Inutile de dire qu'il ne s'agit pas de conquêtes structurelles, ni un changement organique dans le niveau de vie des masses, ce qui nécéssiterait une dynamique proprement anticapitaliste qui n'est pas présente dans ces deux cas. Mais il est vrai que des revendications partielles, certaines progrès sociaux limités, ont été obtenues et que ces conquêtes partielles remmetent sur la table la discussion de leur *relation* avec la perspective plus large de la lutte contre le système capitaliste. Sur cette question, nous avons écrit dans la dernière décennie. Nous insistons sur le danger que les conquêtes partielles soient obtenues *au détriment* des perspectives générales, plutôt que d'être un pont vers ces perspectives. Des dérives de ce type ont caractérisé tous les courants qui ont capitulé face au chavisme, justifiant cela de différentes manières. Entre autres, par l'argument que la révolution socialiste serait « hors de l'agenda historique ».

Cette question générale a une déclination spécifique liée à l'action parlementaire.

Trop souvent, au sein de la gauche révolutionnaire on dit qu'on va « appliquer le Programme de Transition ». C'est très bien. En effet, la réalisation des demandes partielles dans le plan général, politiques, peut donner du prestige à la force qui apparait comme le moteur derrière cette réalisation. Mais il y a le problème de perdre de vue certaines *conditions fondamentales* pour l'obtention des demandes partielles ou des réformes. La première est qu'en aucun cas on peut croire que cela est possible par le seul biais de l'action parlementaire ; ou que ceci soit l'objectif principal de celle-ci. La tradition des révolutionnaires marque que l'objectif principal d'un poste parlementaire de la gauche est de procéder à *une dénonciation systématique* de ce nid de brigands qui est cette institution bourgeoise. L'obtention des revendications doit être agité du Parlement sans jamais perdre de vue que le moyen de les obtenir est toujours en une grande mobilisation extra-parlementaires ; en d'autres termes, en appelant les masses à ne compter que sur leurs propres forces. Il doit y avoir quelque chose qui oblige (et cela a toujours lieu sous la menace de perdre quelque chose de plus) aux forces bourgeoises de donner quelque chose. Pas pour rien le *fil révolutionnaire* qui relie les réformes et la révolution depuis le XXe siècle est que les conquêtes partielles ne peuvent être obtenues que comme *sous-produit d'une grande lutte révolutionnaire*, une lutte extra-parlementaire qui secoue la société dans son ensemble.

Les forces de gauche avec représentation parlementaire qui ne se poseraient pas le problème ainsi, rendraient un mauvais service à l'utilisation révolutionnaire du poste parlementaire et à la classe ouvrière. Elles souléveraient des *faux espoirs* auxquels elles ne pourraient pas répondre, et qui ensuite démoraliseraient à la classe elle-même. Il n'est peut-être pas si bien connu que la force des « syndicalistes révolutionnaires » en France au début du XXe siècle et, en quelque sorte, des caractéristiques « anti-politiques » de nombreux secteurs syndicaux dans ce pays jusqu'à nos jours, sont le résultat des *fausses attentes* créées par le Parti Socialiste, qui est allé jusqu'à avoir des ministres socialiste dans le cabinet bourgeois dans les premières années du siècle (le millerandisme) , expérience qui se termina par un *fiasco* complet et la démoralisation politique d'une grande partie de la classe ouvrière.

Le parlementarisme révolutionnaire part de garder solidement ce *lien* entre l'action parlementaire et l'action extra-parlementaire ; de comprendre que la représentation parlementaire réussie est une grande victoire, un point d'appui très important, mais toujours secondaire, auxiliaire à ce qui est le principal : *l'impulsion de la mobilisation la plus large de la classe ouvrière et de son organisation indépendante*. Et d'éduquer la classe ouvrière sur le fait qu'elle devrait compter uniquement sur ses propres forces et pas sur n'importe quelle combinaison parlementaire qui pourrait résoudre les problèmes d'en haut. Nous parlerons *in extenso* de ceci ci-dessous.

3.3 La nécéssité de passer par l'expérience parlementaire

Dans les conditions historiques actuelles ce serait un infantilisme ridicule d'aborder de manière sectaire l'obligation que nous avons les révolutionnaires de passer par l'expérience parlementaire. Toute organisation qui ne prend pas au sérieux ce défi, serait une secte insignifiante condamnée à ne jouer aucun rôle historique ; il ne pourrait pas avancer en tant que parti révolutionnaire. L'obtention de parlementaires est une immense *conquête* que nous devons travailler pour atteindre dans notre objectif de devenir des fortes organisations révolutionnaires d'avant-garde et, plus encore, d'atteindre influence parmi les masses. Les conquêtes parlementaires de la gauche révolutionnaire sont *extrêmement progressives*, un des plus importants symptômes du fait que celle-ci évolue, que son rôle politique commence à atteindre des secteurs plus larges, qu'est en cours une *progression* qui doit être exploitée pour avancer dans la sortie de la marginalité à laquelle a été condamné historiquement le mouvement trotskiste.

Lénine insistait sur la même question : il soulignait l'importance de la participation parlementaire. La participation parlementaire (ainsie que dans les grands syndicats), est la *condition* pour que les partis révolutionnaires acquièrent influence des masses. Ce n'est pas quelque chose à dire tout simplement pour ensuite passer à un autre point. Arriver à avoir des parlementaires, à avoir une position de plus en plus importante dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, *est un défi qui prend toute une période historique pour tout parti révolutionnaire*. Il faut être conscient que les seuls les petits jeunes partis, les groupes de propagande, les organisations extrêmement minoritaires, sont exclusivement des organisations extra-parlamentaires. Avoir une représentation au sein des parlements est une conquête immense, tactique, mais immense, des révolutionnaires, qui les rapproche d'une « âge » plus mûre dans le développement de l'organisation ; ceci au-délà du fait qu'il ne fait pas oublier que la vrai maturation de l'organisation s'obtient en dirigeant des grandes luttes ouvrières, des grandes luttes de classes.

Dans tous les cas, avancer dans la « maturation » de l'organisation ne peut se faire sans passer par l'expérience de « mettre les pieds » dans les tâches syndicales et parlementaires quotidiennes impliquant de grands secteurs des masses. Celui qui n'apprend pas à mener une politique électorale révolutionnaire et une politique syndicale révolutionnaire, n'avance pas d'un centimètre dans la construction de ses partis.

Mais cet immense défi *tactique* ne peut-être pas être traité de façon appropriée et se traduira par des développements catastrophiques, s'il n'est pas traité avec le sérieux de l'affaire. Pour les actuels partis et les actuelles générations de dirigeants et de militants, le passage réussi, *révolutionnaire*, par le Parlement, n'est pas quelque chose de donné ; Il est soumis à des pressions extrêmes. Une approche faciliste des choses, qui

consisterait à penser que nous sommes « confortables » dans le nid de brigands qu'est le Congrès, *peut être fatale*. Au contraire, le « malaise » devrait être la sensation naturelle si l'on fait bien les choses ; c'est-à-dire de manière révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire d'avoir un comportement infantil, ou de ne pas profiter de toutes les « facilités » de la visibilité qui donne l'institution parlementaire.

Or, en contraste avec l'expérience des bolcheviks, de la science et l'art de l'insurrection, il pourrait sembler que l'obtention des parlementaires et les défis qui en découlent sont quelque chose de facile à résoudre. Ce n'est pas vrai : ni historiquement ni à notre époque ce défi a été si « simple ». Beaucoup de fois a été perdu de vue avec quelle facilité un régime parlementaire - qui, pour dire la vérité, n'était même pas démocratique-bourgeois « conséquent » - comme celui du début du XXe siècle en Allemagne, a « bouffé » la social-démocratie et la Deuxième Internationale, en quelques années. Bien sûr, un certain nombre de conditions matérielles opéraient comme base pour ces développements. Les décennies qui ont suivies la défaite de la Commune de Paris jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale (1871-1914), *grosso modo*, ont connu une croissance organique du capitalisme et de récompenses pour les fractions les plus privilégiées de la classe ouvrière dans les pays centraux. Sur cette base socio-économique a eu lieu la capitulation de la social-démocratie classique.

Mais cela ne signifie pas que le niveau *politique* du phénomène n'a pas importance. Encore aujourd'hui, la démocratie bourgeoise continue d'exercer une grande *fascination* sur les masses et les dirigeants politiques aussi, même ceux de la gauche[20]. Qu'elle ait du prestige ou non, normalement les larges masses voient dans la participation électorale et le système parlementaire la seule forme d'existence de la politique (le débat sur les questions d'ordre général). En outre, cette participation électorale, surtout quand elle est réussie, *génère inévitablement des intérêts propres* qui peuvent désorienter les dirigeants et créer des illusions dans la base. Une logique propre qui a à voir avec les « lois » d'une campagne électorale qui se base sur le fait, en bref, que l'obtention de parlementaires dépend du nombre de votes qu'on obtient, ce qui incline vers une orientation qui a l'obtention de ces votes comme seul horizon. Ou, du point de vue constructif, déployer le plan d'organisation du parti sur une base *territoriale* afin de toucher la plus grande partie de votants possible : un moine ou un ouvrier, peu importe ; comme le vote est valable peu importe d'où ça vient, ce n'est pas un problème.

Lorsque l'on obtient des parlementaires, on veut encore plus. On a tendance à créer le sentiment que, plus on obtient parlementaires, de manière évolutive, « mieux » les choses seront pour le parti. Le Parlement fonctionne comme une « superstructure » qui apparaît comme l'expression « totale » de la politique ; cela fait oublier que les *forces réelles des classes sociales*, ses leviers matérielles, sont *dehors* le Parlement et non pas à l'intérieur de celui-ci : «L'illusion selon laquelle le parlement est l'axe central de la vie

sociale, la force motrice de l'histoire universelle, est une illusion que l'on peut non seulement expliquer historiquement, mais qui est nécessaire pour la bourgeoisie luttant pour le pouvoir, et encore plus pour celle qui le détient. Le fruit naturel d'une telle conception est le fameux « crétinisme parlementaire » qui, devant le bavardage satisfait de quelques centaines de députés dans une chambre législative bourgeoise, est aveugle aux forces gigantesques de l'histoire mondiale qui agissent hors d'elle, dans le flux de l'évolution sociale, et qui font fi des faiseurs de loi parlementaires » (Rosa Luxembourg, idem)

Le Parlement est pour les révolutionnaires, un espace pour réaliser des dénonciations, en tout cas, pour obtenir des revendications partielles en s'appuyant sur la mobilisation extra-parlementaire. Comme l'a signalé brillament Rosa: « La joute oratoire comme moyen parlementaire n'a de toute façon un sens que pour un parti de combat cherchant un appui parmi le peuple. Le discours au parlement est par essence toujours un discours 'par la fenêtre' » (Social-démocratie et Parlementarisme, 1904, Rosa Luxemburg Internet Archive, 2000). Le degré de *« totalisation »* qu'atteint « la vie parlementaire » (aujourd'hui infiniment multipliée par les médias de communication), est l'un des fortes *pressions* qui posent l'obtention obligatoire, d'autre part, de parlementaires et d'autre part qui explique en partie - sur certaines bases matérielles - la capitulation de la social-démocratie allemande historique à l'époque. Quelques décennies plus tard, le trotskisme aussi a eu du mal à avoir une politique révolutionnaire lors de l'obtention de parlementaire. L'expérience du vieux MAS par exemple, qui en tout cas doit servir comme un *avertissement* concernant la nécéssité d'aborder avec un sérieux *total* la question.

3.4 L'éducation politique des masses comme objectif principal

Cela dit, il ne faut jamais perdre de vue qu'il s'agit des tâches *tactiques* ; cette obtention de parlementaires est une tâche *auxiliaire* qui est toujours insérée dans le contexte stratégique de l'action *extraparlementaire*, qui est l'essentiel : l'impulsion à l'action directe de la classe ouvrière et la lutte pour le pouvoir quand les conditions se présentent à cette fin.

C'est pourquoi il faut parler d'une *politique parlementaire révolutionnaire*. Et c'est ici à notre secours à nouveau les enseignements de Rosa Luxembourg. Presque on pourrait dire que concernant la lutte contre *l'adaptation parlementaire* elle est la plus grande enseignante parmi les révolutionnaires.

Le problème de l'approche révolutionnaire du travail parlementaire est traité par Rosa avec un grand degré de netteté. Nous allons faire un peu d'histoire. Comme nous l'avons déjà dit, la social-démocratie allemande se conduisait avec la « vieille tactique

éprouvée » qui consistait à gagner de la représentation parlementaire, élargir les rangs des syndicats contrôlés par le parti, obtenir des conquêtes démocratiques et de là découlait de manière *automatique* la conquête du pouvoir.

Du point de vue théorique, cela s'appuyait dans un texte *malheureux* d'Engels (mutilé par la direction du parti, mais unilatéral en tout cas), écrit en préface à une réédition de *La Guerre Civile en France* de Marx, publiée en 1895, et qui devait être son « testament politique ». Dans le texte il sanctifiait le cours de la social-démocratie allemande, qui ne faisait que grossir et grossir. Engels a même écrit des déclarations comme celle-ci : « Les deux millions d'électeurs qu'elle [la social-démocratie allemande] envoie au scrutin, (…) constituent la masse la plus nombreuse, la plus compacte, le « groupe de choc » décisif de l'armée prolétarienne internationale. Cette masse fournit dès maintenant plus d'un quart des voix exprimées (…)Sa croissance se produit aussi spontanément, aussi constamment, aussi irrésistiblement et, en même temps, aussi tranquillement qu'un processus naturel (…) Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, (…) et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non. Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir (ne pas user dans des combats d'avant-garde, ce « groupe de choc » qui se renforce journellement, mais le garder intact jusqu'au jour décisif), telle est notre tâche principale ». [21]

Le texte était évidemment *dramatiquement* unilatéral. Contre la volonté de son auteur, il a servi comme couverture pour le virage opportuniste de la social-démocratie allemande[22]. Si la croissance du parti avançait de manière si « naturelle » et « irrésistible », et si n'importe quel pas vers l'action directe serait « user » l'avant-garde dans des combats « inutiles », il était clair que la stratégie ne devait être *« rien de plus que du parlementerisme »*, comme Luxembourg dénonçait comme la véritable stratégie de la social-démocratie.

Rose s'est opposée très tôt à cette déviation : elle a posé les conditions d'une approche révolutionnaire de l'activité social-démocrate: « Le fait que sépare la politique socialiste de la politique bourgeoise est que les socialistes sont opposés à l'ensemble de l'ordre existant et doivent agir dans le Parlement bourgeois principalement en qualité d'opposition. L'activité socialiste au Parlement joue son objectif le plus important, *l'éducation de la classe ouvrière*, par le biais de la critique systématique du parti au pouvoir et de sa politique. Les socialistes sont trop éloignés de l'ordre social bourgeois pour imposer des réformes concrètes et profondes du caractère progressiste. De ce fait, l'opposition de principe au parti au pouvoir devient donc, pour tous les partis de l'opposition et en particulier les socialistes, la seule méthode viable pour atteindre des

résultats concrets.

N'ayant pas la possibilité d'imposer sa politique au moyen d'une majorité parlementaire, les socialistes sont contraints à une lutte constante pour obtenir des concessions de la bourgeoisie. Ils peuvent le faire en construisant une opposition critique de trois façons: 1) leurs slogans sont les plus avancés afin que lorsqu'ils sont en concurrence dans les élections avec les partis bourgeois, *ils font valoir la pression des masses* qui votent, 2) ils *dénoncent* constamment le gouvernement devant le peuple et *ils agitent l'opinion publique*, 3) leur agitation à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement *attire des masses de plus en plus nombreuses* et celles-ci se transforment ainsi en une puissance avec laquelle le gouvernement et l'ensemble de la bourgeoisie doivent compter » (Rosa Luxemburgo, « La crise socialiste en France »).

Rose a insisté sur des *critères* pour la lutte parlementaire que nous pensons de grande importance comme « guide » pour une action révolutionnaire dans son sein, c'est pourquoi nous la citons *in extenso*. Tout d'abord, que l'organisation révolutionnaire se place toujours comme le parti d'opposition et d'une opposition non pas à des éléments non partiels, mais à *l'ensemble* du système. Deuxiemement, que la tâche principale du député révolutionnaire (un *tribun du peuple* comme l'appelait Lénine) a comme nord stratégique, toujours, de servir les objectifs de *la formation politique* de la classe ouvrière. De là que la dénonciation du nid de brigands qu'est le Parlement soit donc une tâche essentielle du député révolutionnaire. En troisième lieu, que à l'héure de la lutte pour les concessions dans le Parlement, il faut faire valoir la pression *extra-parlementaire* des masses ; c'est-à-dire, le point d'appui parlementaire n'est qu'un des outils auxiliaires de la question principale : *développer la mobilisation extra-parlementaire des exploités et des opprimés, seule vraie façon d'obtenir des revendications*. Quatrièmement, dans la « lutte des discours » qui a lieu au niveau parlementaire, les révolutionnaires devons parler, principalement « par la fenêtre » du Parlement lui-même. Parler aux travailleurs, principalement et pas au reste des bourgeois « paires ». Cinquièmement, qu'il faut éviter de soulever des espoirs dans l'illusion que, via la voie parlementaire on pourrait atteindre des réformes significatives dans les conditions de vie, ou que, d'en haut, par magie, les parlementaires socialistes pourraient résoudre des problèmes. Nous devons systématiquement éduquer les masses dans le sens opposé : *ne compter que sur leurs propres forces*[23].

3.5 Les « gains parlementaires positifs »

Quand l'on obtient des parlementaire il semble être une « règle » que rapidement l'on perd de vue que l'activité parlementaire est toujours *auxiliaire*, un point d'appui pour ce qui est le point principal : l'impulsion de la mobilisation directe des travailleurs

et le fait que l'activité principale du parti, ses principaux efforts, doit être consacrés à cela.

Bien sûr, parvenir à avoir une représentation parlementaire donne un lieu privilégié au parti: une projection sur la scène publique-politique lui permettant de sortir de la marginalité. De là que ce serait un crime infantil de ne pas utiliser jusqu'au bout ce nouveau point d'appui pour la construction du parti. Son activité parlementaire a des *lois spécifiques* ; des efforts et des ressources humaines doivent être consacrés à ceci, et celui qui ne le ferait pas ne pourrait pas pretendre à construire un parti révolutionnaire sérieux, mûr.

Mais ici, nous voulons parler d'autre chose. Si la politique des révolutionnaires devrait être de subordonner les luttes et les activités qui se déroulent à l'extérieur du Parlement à « l'agenda parlementaire », ou, si, au contraire, cet agenda des parlementaires de gauche *doit être subordonné aux mouvements et luttes qui ont lieu en dehors du Parlement.* Ce qui peut sembler une « subtilité », ne l'est nullement. Il s'agit de l'un des problèmes *stratégiques* de l'approche des tâches parlementaires de la plus haute importance. D'un autre angle, Rosa a dit précisement cela: « Les menaces qui pèsent sur le suffrage universel diminueront au fur et à mesure que nous ferons comprendre aux classes dominantes que la véritable force de la social-démocratie ne repose nullement sur l'influence de ses députés au Reichstag, mais qu'elle est au dehors, dans le peuple, « dans la rue », que la social-démocratie est capable de mobiliser directement le peuple pour défendre ses droits politiques et prête à le faire si nécessaire » (« Social-démocratie et parlementarisme », idem)

La véritable force de la gauche révolutionnaire est *à l'extérieur* du Parlement, *dans les rues*, c'est ce que Rosa nous rappelle. Un enseignement qui, loin d'être une « vérité banale », acquiert une importance éducative énorme dans le but que cette même gauche ne se désoriente pas, qu'elle ne perd pas les points fondamentaux de référence, qu'elle ne confond pas le progrès dans son influence politique générale avec influence *organique*. Et, plutôt, qu'elle sache utiliser révolutionnairement sa répresentation parlementaire précisément pour cela : *pour devenir une vrai puissance à l'extérieur du Parlement, au sein des secteurs les plus importants de la classe ouvrière.*

Mais nous devons aborder encore un autre angle de la question : celui concernant le fait d'améner un « liste de revendications » au Parlement lui-même. La représentation parlementaire agit comme un « amplificateur » de la politique du parti révolutionnaire ; elle lui permet d'atteindre de plus grands secteurs. Cela arrive du fait que les masses elles-mêmes voient la politique sous la forme *déformée* de la politique parlementaire et, du fait évident que la bourgeoisie travaille pour que la politique soit vue sous cette forme : de manière *institutionnalisée*.

Il s'agit d'un fait qu'on doit prendre en compte, qu'on le veuille ou non. La

renonciation aux conditions réelles de la lutte, même aux conditions parlementaires de la lutte révolutionnaire, est un infantilisme qui ne résiste pas le moindre analyse et qui signifie se tirer une balle au pied pour l'organisation révolutionnaire qui refuse de méner une activité électorale (et parlementaire) *systématique*.

Voici le problème de l'utilisation du poste parlementaire pour promouvoir une « action législative positive ». Rosa Luxembourg voyait les élections parlementaires comme une opportunité pour un fort développement de la propagande socialiste et pour affirmer l'influence socialiste parmi les masses. Mais elle n'insiste pas uniquement sur l'agitation : *la tâche des socialistes au Parlement consistait aussi de participer à des travaux législatifs positifs, où ceux-ci étaient possibles avec des résultats concrets*. Une tâche qu'elle considérait deviendrait de plus en plus *difficile* - et, paradoxalement, non pas plus facile - avec le renforcement du parti au Parlement[24]. Mais elle ne prêchait aucun sectarisme : lorsque des « résultats positifs » pourraient être obtenus avec ce travail, il fallait faire ce travail sans aucun sectarisme.

4. Le problème du pouvoir

Comme nous l'avons déjà souligné, le problème stratégique par excellence est le problème du pouvoir. Mais ce n'est pas un problème qui pourrait être « résolu » si simplement dans la tradition du marxisme: il fallait voir quelle était la « forme » du pouvoir du prolétariat.

4.1. La forme finalement découverte de la dictature du prolétariat

Pendant la vie de Marx et Engels ce n'est qu'avec l'éxperience de la *Commune de Paris* que l'on a pu voir « la forme enfin découverte la dictature du prolétariat ». Autrement dit, du pouvoir du prolétariat. Quelque temps après est né l'adaptation de la social-démocratie au parlementarisme bourgeois et une idée évolutionniste de l'arrivée au socialisme.

Rosa Luxemburgo s'est opposé à cette adaptation et elle a récupéré l'idée de la grève politique des masses, à priori tirée de l'arsenal de l'anarchisme, mais en réalité, de *l'expérience* historique de la classe ouvrière elle-même et les grèves massives qui ont commencé à se produire entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle en Belgique autour du suffrage universel et avant tout, de l'expérience de la première Révolution Russe, la Révolution de 1905: « La violence est et reste comme la *ultima ratio* (dernier recours) même pour la classe ouvrière, la loi suprême de la lutte des classes, toujours présente, parfois de manière latente, d'autres de manière active.

Et lorsqu'on tente de révolutionner les têtes par vía parlementaire (...) nous le

faisons sans perdre de vue que *finalement la révolution sera nécesaire* [à] pour bouger non seulement l'esprit, mais aussi la main » (Rosa Luxemburgo, cité dans Rosa Luxemburg, Paul Frölich, idem, pp 85.)

Toutefois, comme nous l'avons souligné ci-dessus et dans sa lutte contre l'appareil mort de la social-démocratie, Rosa avait tendance à perdre la science et l'art de l'insurrection comme le moment *subjectif* le plus haut de la lutte des classes: *l'organisation* de la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire. Le fait est que dans son généralité, le pouvoir ne tombera jamais dans les mains de la classe ouvrière: il faut se battre pour celui-ci en faisant face aux pressions passives et fatalistes qui s'imposent a tout parti (comme Trotsky a dit) quand commence à se poser immédiatement, de manière pratique, le problème de *la prise du pouvoir*.

Il est vrai que, dans le cas de la Commune les événements se sont développé *éspontanément* ; c'était le fait de l'abandon de Paris par la bourgeoisie française (terrifiée par l'avancée de l'armée allemande de Bismark) qui a « laissé » le pouvoir au prolétariat de la ville. Il y a eu aussi d'autres événements de « fuite » de la bourgeoisie du pouvoir, comme c'est le cas de Hongrie et de Bavière en 1919 et qui ont donné lieu à des éphémères gouvernements « soviétiques ». Mais, en tout cas, ce sont des situations *exceptionnelles* qui ne font que confirmer la règle: *aucune classe dirigeante abandonne ses positions de privilège pacifiquement.*

La Commune elle-même a été un exemple de ceci. Une chose était que le pouvoir bourgeois quitte la ville… une autre très différente que les travailleurs soient prêts à le prendre. Face à cet événement *radical*, la guerre franco-prussienne a été suspendue et l'armée allemande a laissé le gouvernement Français récupérer –à sang et à feu- la ville; une trêve dans les hostilités a été mise en place pour que l'armée ennemie puisse s'engager dans ce « grand travail » de mettre les choses en ordre : que ce soit la bourgeoisie française ou allemande, peu importe, c'est la bourgeoisie qui détient le pouvoir, pas le prolétariat.

C'est pourquoi la chute de la Commune a été suivie par le bain de sang de 30 000 communards fussilés ; une leçon historique qu'a donné « gacieusement » la bourgeoisie à la classe ouvrière et qui lui a appris qu'à l'héure de la lutte pour le pouvoir, et de la survie dans celui-ci une fois qu'il a été pris, la naïveté est mortelle : *les lois de la guerre civile régissent, les lois de la terreur la plus implacable d'une classe sur l'autre*. Comme l'a dit Trotsky, dans la guerre civile sont annulés sauvagement tous les liens de solidarité entre les classes[25].

Pas autre chose a enseigné Engels: « Ce n'est qu'après une lutte de huit jours que les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant, et c'est alors que le massacre des hommes, des femmes et des enfants sans défense, qui avait fait rage toute la semaine, et n'avait cessé de croître, atteignit

son point culminant. Le fusil ne tuait plus assez vite, c'est par centaines que les vaincus furent exécutés à la mitrailleuse.

« Le Mur des fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, où s'accomplit le dernier massacre en masse, est aujourd'hui encore debout, témoin à la fois muet et éloquent de *la furie dont la classe dirigeante est capable dès que le prolétariat ose se dresser pour son droit* » [26] 30 (Introduction de F. Engels à La Guerre Civile en France, 1891, dans œuvres Choisies de Marx et Engels) , Volume II, Editorial Carthage (Argentine), 1984, pp. 111.).

Leçon numéro un, donc: le pouvoir doit être consciemment pris et défendu fermement si on ne veut pas être soumis à un bain de sang par la bourgeoisie ; bain de sang qui a caractérisé toutes les contre-révolutions qui ont eu lieu au moment même où la classe ouvrière a menacé le pouvoir de la bourgoisie et n a pas pu le prendre, ou le prennant, l'a laissé échapper: il y a l'expérience de la guerre civile espagnole et les éxecutions de Franco après sa défaite ; le cas de l'Allemagne nazie et le bain de sang mené contres les communistes et sociaux-démocrates après sa capitulation historique en 1933 ; ou même Noske, les Freikorps et la social-démocratie allemande en janvier 1919, avec l'assassinat de Rosa et Liebneck et la liste pourrait continuer indéfiniment.

Le pouvoir doit étré pris et une fois ceci accompli, *s'y tenir fermement* comme l'ont fait les bolcheviks combatant pendant trois sanglantes années pour consolider la dictature du prolétariat.

Mais même avec les *Leçons d'octobre* à la main le problème du pouvoir continue de représenter une complexité énorme ; le pouvoir et la dictature du prolétariat pourraient donner lieu à une myriade d'expériences caractérisées par différentes « nuances » et circonstances historiques concrètes autour desquelles il fallait discerner pour voir leur vrai contenu.

L'histoire a poursuivi et elle a donné lieu à différents types de « combinaisons » sociales et politiques à être « interprétées » par rapport à la perspective de la dictature du prolétariat. De cette expérience a émergé le débat sur « Le gouvernement ouvrier » qui figurait à l'article X de la « Résolution sur la tactique de l'Internationale Communiste », dans le IV Congrès de celle-ci, et qui a donné lieu à un débat d'interprétation complexe auquel nous allons nous référer ci-dessous.

4.2. Les différents types de « gouvernements ouvriers » dans l'expérience révolutionnaire

Un critère central de *principes*, peut-être le principal des socialistes révolutionnaires, c'est que *nous ne participons jamais à un gouvernement bourgeois*. Un débat historique sur la question était celui de Rosa Luxemburgo, à partir de l'expérience de

Millerand dans la fin du XIXe siècle et qui s'est terminé dans le plus profond fiasco.

Comme l'on a dit, Rose insistait sur le fait que les socialistes révolutionnaires sommes un parti *d'opposition* à l'ordre bourgeois et que contrairement à la participation au Parlement (en bref, un domaine de « bavardage »), prendre des postes *exécutifs* nationaux liquide notre indépendance politique de classe nous rendant responsables de la gestion gouvernementale. N'oublions pas qu'Engels soulignait que l'exécutif bourgeois n'est que le conseil d'administration qui gère les affaires courantes de la bourgeoisie et qu'il devrait être évident que les révolutionnaires ne pouvons pas gérer les affaires de notre ennemi de classe.

Cependant, nous retournant à l'heure actuelle, la possibilité que Syriza arrive au gouvernement en Grèce a replacé le débat sur les « gouvernements ouvriers » sur bases parlementaires lequel avait eu lieu à l'occasion du IV Congrès de l'Internationale Communiste, et qui a été réglé avec une résolution assez peu claire[27].

Syriza n'est pas une formation social-démocrate classique ; social-démocratie devenue aujourd'hui social-libérale et une partie organique du mécanisme de l'alternance des démocraties impérialistes. Ce n'est pas le cas de Syriza. C'est une formation dont l'origine provient de la branche eurocommuniste du vieux stalinisme grecque. Il va de soi que c'est une formation électorale de gauche réformiste qui, en outre, insiste dans son respect absolu de l'euro. Nous avons abordé ce débat ailleurs.

Cependant, étant une formation réformiste *non traditionnelle* elle soulève des espoirs non seulement parmi les masses grecs, mais aussi parmi le trotskisme européen et à l'étranger (voir l'article sur la Grèce dans cette édition) sur le fait qu'une fois au gouvernement, par la nécessité des choses, elle mettra en place une « rupture avec le capitalisme »...

En tout cas, un débat central a lieu : quelle position adopter dans le cas que Syriza arrive, en effet, au gouvernement. C'est dans ce contexte que se remet à l'ordre du jour le débat sur le gouvernement ouvrier qui nous traiterons ci-dessous, pour ensuite aborder expressément le cas grec.

La résolution dont nous parlons était l'une des plus *confuses* du travail des Quatre Premiers Congrès de la Troisième Internationale; des Congrès dirigés par Lénine et Trotsky. Bensaïd remarque que cette approche illustre « l'ambiguïté non résolue » de certaines des formules des premiers congrès de l'internationale. Il a souligné ceci, au-délà du fait qu'à partir de cette ambiguïté il glisse une interprétation opportuniste de celle-ci.

Chris Harman disait la même chose, bien que son interprétation allait dans le sens invers de celle de Bensaïd. Il a fait cela dans un texte de la fin des années 1970 où il a insisté sur le fait que les formules « politiques » que les révolutionnaires construisons doivent passer par l'expérience concrète, et que la formulation du « gouvernement

ouvrier » de base parlementaire « comme une transition vers une possible dictature du prolétariat *», n'a pas passé l'épreuve de l'expérience historique du XXe siècle*, où cela n'était jamais arrivé »[28].

Ce n'est pas que la Troisième Internationale dans sa période révolutionnaire n'avait pas d'autres résolutions limitées, confuses ou dépassées par les événements historiques. C'est le cas des Thèses de l'Orient, par exemple, qui ouvertement posaient une orientation *etapiste* pour les pays colonisés ou semi-colonisés, et qui a toujours été utilisée pour couvrir des dérives opportunistes dans l'action politique de la gauche dans ces pays.

Si dans le cas de ces thèses sa limitation venait du fait que l'expérience de la lutte des classes n'était pas assez développée (le propre Trotsky les modifiera à partir de l'expérience de la deuxième révolution chinoise à la fin des années 1920, expérience qui a servi, ni plus ni moins, à généraliser la théorie de la révolution permanente), nous croyons qu'avec les thèses du gouvernement ouvrier, quelque chose de similaire arrive : trop de fois elles ont été utilisé comme couverture pour des dérives opportunistes en l'absence de la condition central de la thèse : *l'existence d'un pouvoir révolutionnaire dont la force gravitationnelle était réelle, comme ce fut le cas des bolcheviks dans les années 1920.*

La thèse traitait des diverses formes de gouvernement de partis considérés ouvriers:

a) Elle considérait contre les principes la participation dans les « gouvernements ouvriers-liberales » (type travailliste dans un État bourgeois stable) ; par exemple le cas aujourd'hui du PT.

b) Elle excluait également les « gouvernements social-démocrates » sur une base de stabilité bourgeoise et parlementaire.

c) En même temps établissait, logiquement, le type « gouvernement ouvrier » par excellence, qui n'était rien d'autre que la dictature du prolétariat, menée par le parti révolutionnaire.

d) Mais elle soulignait deux types de « gouvernements ouvriers » qui devaient être examinés.

L'une fasait référence aux « gouvernements ouvriers et paysans » que nous pouvons les comprendre comme les gouvernements des organisations réformistes mais appuyés sur les institutions de double pouvoir des travailleurs. C'est le cas des mencheviks et socialistes révolutionnaires en Russie pendant 1917. Lénine les éxige de « prendre le pouvoir » et que, dans ce cas, les bolcheviks seront une opposotion « loyale », politique, non insurrectionnelle (parce que, à toutes fins pratiques, le pouvoir serait déjà pris par les représentants réformistes de la classe ouvrière).

Un cas similaire, bien que non identique, c'est l'exemple de la Commune de Paris.

C'était un front uni des tendances socialistes de l'époque, mais où les internationalistes de Marx n'avaient presque aucun poids; autrement dit, un pouvoir ouvrier sans parti révolutionnaire.

Mais le problème était qu'il y avait un type de proposition gouvernamentale de gouvernement ouvrier, « gouvernement des socialistes et communistes », qui était considéré comme acceptable sur des bases *parlementaires* comme l'expression culminante de la tactique de front uni. Trotsky a défendu à l'époque une combinaison de ce type ; il a fait de même à l'apogée de la révolution allemande comme un éventuel point d'appui auxiliaire pour mieux organiser l'insurrection. Dans le cas de la France (1922) il avait parlé « d'un gouvernement ouvrier qui pourrait en découler d'un début parlamentaire de la révolution ».

Il est clair que ce type de gouvernements est l'aspect le plus controversé de cette résolution, au-delà du fait que la formule du « gouvernement ouvrier et paysan » a été utilisé aussi de manière opportuniste dans la deuxième après guerre, par rapport aux directions bureaucratiques qui ont rompu avec le capitalisme, mais sans s'appuyer dans organisations de démocratie des exploités et des opprimés, mais sur la base de partis-armées caractérisés par l'absence de toute démocratie.

A partir de cette formulation, une partie fondamentale du trotskisme a soutenu ces gouvernements et a même renoncé non seulement à l'indépendance politique, mais aussi à l'idée de construire le parti dans ces circonstances, comme ce fut le cas du mandelisme au Nicaragua au début des années 1980, où, en outre, le capitalisme n'avait pas été exproprié.

En tout cas, c'est une autre histoire ; ce n'est pas la principale préoccupation qui nous amène ici ; au-delà que de toute cette histoire de « malentendus » et confussionisme, ce qui ressort c'est l'enseignement qu'il n'y rien qui nous épargne aux révolutionnaires de réflexhir en nous appuyant sur les circonstances historiques determinées, sur l'analyse concrète de la situation concrète. Les formalités du dogme ne peuvent être jamais un antidote pour éviter les dérives opportunistes ou sectaires ; *l'analyse se réfère toujours à des entités spécifiques qui doivent être appréciées concretement, sinon c'est de la sorcellerie*.

4.3. Le cas du « gouvernement ouvrier » sur des bases parlementaires

De toute façon et pour revenir à notre point, il y a deux aspects qu'il faut souligner en ce qui concerne le problème du gouvernement ouvrier sur des bases parlementaires et de coalition entre réformistes et révolutionnaires. D'abord, les caractéristiques exceptionnelles du moment auquel on pensait à cette variante « tactique » où à la frontière avec l'Allemagne était le pouvoir bolchevique, avec tout son *poids gravitationnel*.

Deuxièmement, la signification historique qu'a eu ce genre de formulations tout au long du XXe siècle, qui a donné lieu à toutes sortes d'actions ou d'espoirs opportunistes qui ont désarmé les révolutionnaires.

En ce qui concerne la première condition, il est difficile d'imaginer cette thèse du IV Congrès sans le mettre en corrélation avec la force historique de la lutte des classes du moment, avec le fait que la révolution russe était une puissance vivante et qui agissait sur la réalité ; surtout sur la réalité européenne. Il est vrai que pour le quatrième Congrès, et à l'occasion de la discussion des thèses du front uni, la situation était devenue défensive ; le premier « élan » pour le pouvoir créée par l'impact immédiat de la révolution était passé, et ce qui se posait immédiament était *la lutte pour les masses*.

Mais faire abstraction du poids spécifique du pouvoir bolchevique, et de l'importance de ce facteur « objectif » dans la formulation des thèses elles-mêmes (thèses qui ne pouvaient pas faire abstraction du fait qu'elles étaient prises par un véritable parti de la révolution socialiste internationale), est faire preuve d'un doctrinarisme aveugle, qui ne fait que répéter la soi-disant « validité » des résolutions dans un contexte qui n'a rien à voir avec celui dans lequel elles ont été formulées.

En second lieu, il y a l'expérience même de la Saxe et la Thuringe dans le temps réel de la révolution allemande, octobre 1923. La direction centriste de Brandler (qui réfusait qu'il y avait des conditions pour l'assaut au pouvoir), une fois intégrée dans les gouvernements sociaux-démocrates de gauche dans ces deux *Lands*, s'est subordonnée à ceux-ci concernant l'envoi des troupes de l'armée de Berlin pour « maintenir l'ordre » réalisé par le gouvernement central.

Il a refusé ainsi, de manière catégorique, de prendre n'importe quelle position active contre cette provocation, en faisant retour en arrière du plan insurrectionnel qui se préparait depuis longtemps. Face au refus des « sociaux-démocrates de gauche » de faire face à l'offensive du gouvernement central, le PC a fait marche arrière avec l'insurrection qu'il avait appelé, et sans aucun affrontement physique, la révolution est morte (il y a eu une insurrection héroïque à Hambourg, mais elle a été isolée et défaite en quelques jours après le recul de la direction du PC) [29].

C'est-à-dire: la première expérience d'un «gouvernement ouvrier de coalition social-démocrate-communiste » qui dévait avoir comme première tâche (comme le disait la résolution de l'Internationale) « armer le prolétariat », est morte avant sa naissance ; et puis elle n'est jamais arrivé à nouveau au XXe siècle. Ce qui est arrivé est une autre chose : mille et une fois la formule du « gouvernement ouvrier » a été utilisée pour justifier des cours *opportunistes* d'adaptation aux gouvernements réformistes de base parlementaire ; même pour entrer dans ces gouvernements bourgeois.

Cela ne signifie pas être sectaire ou décréter à l'avance un cours des événements historiques. Mais l'un des principaux enseignements fondé sur des principes du

mouvement socialiste de Marx est l'indépendance politique du prolétariat ; l'organisation séparée de la classe ouvrière au niveau politique ; le rejet par principe de l'entrée dans n'importe quel gouvernement bourgeois, même si celui-ci est réformiste. Si ce gouvernement réformiste prenait des mesures progressives et était attaqué par la la bourgeoisie, nous serions les premiers à les défendre. S'il ne prenait pas ces mesures, mais serait également affecté par une tentative de coup d'Etat de la droite, nous férions de même. Et si les conditions historiques varient et le marxisme révolutionnaire pouvait encore une fois prendre le pouvoir dans un pays quelconque, dans tous les cas, nous retournerions sur ce sujet à travers l'analyse concrète de la situation concrète[30].

Mais, pour l'instant, ce *n'est pas* la réalité : la réalité est que cette formule a été utilisée comme une excuse pour des dérives opportunistes qui sont, pour l'instant, ce contre lequel nous devons nous mettre en garde ; les socialistes révolutionnaires ne participons dans aucun gouvernement réformiste de bases parlementaires ; nous le défendons en cas d'attaque de la bourgeoisie, mais nous ne lui donnons jamais un soutien politique, ce n'est pas notre gouvernement ; au contraire, nous travaillons pour le déborder vers la gauche et ouvrir la voie à la vraie dictature du prolétariat.

Comme une digression, signalons que le PTS de l'Argentine a lancé une réflexion qui semble *unilatérale* au sujet de la position de Trotsky sur les « gouvernement ouvrier ». Le PTS semble confondre deux choses. Premièrement, le fait que Trotsky a insisté dans le bilan de la défaite de la révolution allemande de 1923 que cette défaite était le résultat du fait que le parti communiste allemand n'avait pas été à la hauteur des faits. Défaite dûe à la direction de Brandler (sous les auspices de Zinoviev, à la tête de l'IC à cette époque), *qui n'a pas tourné assez rapidement vers la préparation de la prise du pouvoir*.

Deux, le fait que PTS confond cet enseignement avec la discussion plus spécifique sur *les tactiques complexes* du gouvernement ouvrier en Saxe et en Thuringe à l'époque, ce que de toute façon Trotsky considréait explicitement comme un « problème mineur » en ce qui concerne les problèmes de la révolution comme telle. Pour le PTS cela ne semble pas être le cas : il lui consacre le centre de sa « pensée stratégique ». D'une manière erronée et avec le risque d'ouvrir les cours à toutes sortes de dérives *opportunistes* dit: « (...) Nous pourrions dire qu'il est impossible de comprendre la talle de Trotsky en tant que révolutionnaire sans comprendre comment il a conçu la possibilité de « gouvernements ouvriers » ou de « gouvernement ouvriers et paysans » comme des ressorts pour propulser la préparation ou le développement triomphant de la guerre civile (...)

Sans partir de sa pensée vivante on ne peut pas comprendre la signification de la conception de Trotsky, qui a vu le « gouvernement ouvrier » comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste, qui peut être une voie *royale* à la dictature du prolé-

tariat et non seulement sa dénomination populaire ».[31]

C'est dramatique ; la façon a-historique et doctrinale d'aborder les problèmes qui caractérise le PTS semble ignorer que dans l'expérience réelle du XXe siècle ces formules de « gouvernements ouvriers » sur une base parlementaire ont introduit la plus grande *confusion* dans les rangs des révolutionnaires : plutôt que de servir comme une « voie royale » à la dictature du prolétariat... ils ont servi à *capituler* devant les plus diverses expressions du pouvoir bourgeois et bureaucratique.

Dans tous les cas, même en admettant la possibilité de cette « tactique » dans des conditions très particulières (comme déjà indiqué : d'une dictature du prolétariat qui gouverne dans la frontière du pays où cette expérience est faite), de là à transformer cette hypothèse de travail en la mesure pour « comprendre la taille de Trotsky en tant que révolutionnaire » en fait, il y a une distance trop longue.

4.4. La position face à un éventuel gouvernement de Syriza

Revenons maintenant au cas d'un éventuel gouvernement de Syriza en Grèce. Comme la plus grande expression des attentes énormes qui s'ouvrent et de l'application confuse de la formule du gouvernement ouvrier, nous avons un article officiel d'*Inprecor*, la revue de la majorité du Sécrétariat Unifié, signée par son chef principal aujourd'hui, François Sabado: « Une autre hypothèse doit être soulévée : une résistance farouche du peuple grec et de Syriza qui trouve les forces dans un gouvernement anti-austérité. Bien entendu, un tel gouvernement sera « en dispute » entre les forces qu'exerceront des pressions des classes dirigeantes et de l'autre, du mouvement d'en bas, mais qui existent dans Syriza, même dans la gauche de secteurs de sa direction.

On ne doit pas oublier que « dans des circonstances exceptionnelles - crise, krach économique, guerres - les forces politiques de gauche peuvent aller plus loin que ce qu'ils pensaient au départ (Trotsky dans le Programme de Transition, 1938) «. » Puis il ajoute: « (...) le rôle des révolutionnaires n'est pas de dénoncer Syriza, en prévision de l'éventuelle trahison de demain. Au contraire, c'est de le soutenir contre les politiques d'austérité et de faire le maximum pour renforcer la dimension anti-capitaliste de son combat (...) *Une défaite de Syriza sera également notre défaite.* »[32]

Voyons deux problèmes que ces citations posent. Le premier, la définition même de « gouvernement en dispute » ; celle-ci a été au centre de l'opportunisme face à des gouvernements comme Chavez et Lula dans la dernière décennie. Dans du gouvernement Lula, cela n'a été qu'une excuse pour soutenir (ou même intégrer) un gouvernement même pas « réformiste », mais néolibéral, social-libéral bourgeois.

Mais penchons-nous sur le cas de Chavez, plus complexe. Son gouvernement, une sorte de nationalisme bourgeois au XXIe siècle, a donné lieu à des concessions aux

masses et avait un parcours d'indépendance politique de l'impérialisme. En ce qui concerne celui-ci, et les tentatives putschistes contre Maduro, c'est une question de principes de le défendre. Mais le soutien politique - et encore plus l'intégration du gouvernement, ou du parti du gouvernement, le PSUV, orientation mis en place par tant de « trotskistes » - à un gouvernement qui n'est jamais allé au-delà des limites du capitalisme est quelque chose de très différente.

Un gouvernement qui, au contraire, a maintenu la propriété privée dans son ensemble au-délà de certaines nationalisations, et qui systématiquement a agi contre la classe ouvrière comme telle et, en général, contre l'organisation indépendante des exploités et des opprimés, contre des formes possibles de pouvoir alternatives à l'État.

Toutes ces années, cependant, nous avons entendu parler de la « révolution bolivarienne », du fait que Chávez était en train de « s'armer pour rompre avec la bourgeoisie »... Et qu'est-ce que tout cela a donné: un capitalisme d'État en crise terminale. Une crise qui a toutes les perspectives de finir mal, par la droite ; entre autres choses parce que toute la gauche a été cooptée par le bonapartisme chaviste (tandis que certains groupes insignifiants ont une telle confusion qu'ils ont mis en place des accords ou fronts avec des secteurs de droite).

Abstraction faite de cette catégorie de « gouvernements en dispute » (qui donne l'idée que ceux-ci n'auraient pas de caracter de classe, ou que son caractère de classe serait « mobile »), il y a l'idée que Syriza pourrait aller plus loin que les limites du capitalisme ; quelque chose que Chavez n'a même pas osé faire.

Mais ici il faut à nouveau faire de l'analyse concrète. Nous nous demandons : sur quelles bases sociales et organisationnelles, un gouvernement Syriza romprait avec le capitalisme ? C'est vrai ou pas, qu'il défend inconditionnellement l'euro et qu'il a capitulé à la campagne que les Grecs, maintenant, sur la base de cette monnaie, sont finalement « européenns » ? Est-ce vrai que Syriza est fondamentalement une formation territoriale et parlementaire avec des liens organiques très faibles au sein de la classe ouvrière organisée pour s'appuyer sur celle-ci ? Et que dire de l'armée grecque qui n'a rien à voir avec l'armée « bolivarienne » du Venezuela et fait partie de l'OTAN ?

Si tout cela est le cas, nous ne voyons pas de réels points d'appui pour un cours de rupture anticapitaliste. Ces points d'appui, ont toujours été deux. L'un, le classique, lié aux perspectives de la révolution prolétarienne : la mobilisation indépendante de la classe ouvrière, des organes du pouvoir de celle-ci, du parti révolutionnaire comme cela a été dans l'expérience de l'entre-deux guerre. L'autre, les formations bureaucratiques non capitalistes chinoise, vietnamienne et cubaine (leurs partis communistes et les guérillas respectives) qui ne se sont pas appuyés sur le prolétariat, ou sur l'organisation démocratique de la paysannerie et des masses pauvres, mais l'ont fait sur l'appareil stalinien de Moscou et sur une gestion bonapartiste des classes pauvres.

En l'absence de ces deux conditions, Syriza ne pourra s'appuyer que sur une gestion parlementaire dans le cadre d'une crise économique aiguë, en n'arrivant qu'à obtenir une renégociation avec l'Union européenne, qui sera certainement marqué par une série de contradictions, mais qui finalement menera à un arrangement (et capitulation) quelconque.

Ceci nous amène au deuxième aspect de la citation : la position des révolutionnaires face à un gouvernement de Syriza. Bien sûr, d'un point de vue objectif ce gouvernement serait considéré comme un « triomphe » et un gouvernement « propre » par les masses. En tout cas, ce serait sans aucun doute un pas en avant dans *l'expérience* de classe ouvrière grecque. *Mais en aucun cas ce ne serait notre gouvernement, un gouvernement des travailleurs.*

Encore moins sa défaite serait une défaite des socialistes révolutionnaires, sauf si ceux-ci l'ont soutenu –ou même intégré- au lieu de faire ce qu'ils doivent faire : construire une alternative révolutionnaire à la gauche de ce gouvernement qui avance dans la perspective du pouvoir de la classe ouvrière sur la base de la construction de ses propres organismes ; ceci afin que l'ensemble du processus n'aboutisse pas à une défait comme sous-produit de la trahison des luttes et des attentes des masses de la part du gouvernement réformiste.

Seulement si nous ne faisions pas cela la défaite d'un gouvernement de Syriza serait « notre défaite ». Il pourrait même y avoir une défaite « objective » du processus politique grecque parce qu'on n'aurait pas pu déborder les réformistes par la gauche (pour des raisons de manque de maturité des facteurs subjectifs, ou quoi que ce soit). Mais cela arriverait pour des raisons qui nous échappent, objectives, de « force majeure », et non pas parce que nous avons eu une politique de capitulation.

Les révolutionnaires ne soutiendrons pas un gouvernement de Syriza ; nous le défendrons dans le cas où il ait de réels affrontements avec l'Union Européenne ; ou dans le cas où il prenne des mesures vraiment progressives ; *mais nous garderons notre plus intransigeante indépendance politique, en travaillant pour ouvrir une voie révolutionnaire qui le déborde par sa gauche.*

4.5. Le gouvernement ouvrier des municipalités

« La participation des syndicats dans la gestion de l'industrie nationalisée peut être comparée à celle des socialistes dans les administrations municipales, où parfois ils gagnent la maorité et sont obligés de diriger une importante économie urbaine, tandis que la bourgeoisie continue de dominer l'État et les lois bourgeoises de la propriété restent en place. Dans la municipalité, les réformistes s'adaptent passivement au régime bourgeois. Dans le même terrain, les révolutionnaires font tout ce qu'ils

peuvent dans l'intérêt des travailleurs et, en même temps, leur enseignent à chaque pas que sans la conquête du pouvoir de l'État, la politique municipale est impuissante » (León Trotsky, "La industria nacionalizada y la administración obrera", Escritos tomo X, Editorial Pluma, notre traduction).

Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a des postes exécutifs admissibles dans la tradition révolutionnaire sur une base parlementaire. Il s'agit des municipalités. Il arrive que même s'il s'agit de responsabilités exécutives, il est clair que cette responsabilité est limitée géographiquement et territorialement, *ce qui explique qu'on n'a pas une responsabilité sur l'ensemble.*

L'expérience révolutionnaire de gestion municipale peut être, alors, un grand point d'appui pour l'élaboration d'une politique révolutionnaire. Mais ils posent également de graves dangers, dangers qui ne doivent pas être traitées sur la base d'une renonciation lâche aux défis que la lutte des classes impose, mais d'une manière *révolutionnaire*.

L'on gagne une municipalité et ce résultat a un *impact national* parce que c'est un triomphe d'une force révolutionnaire considéré jusqu'à présent comme minoritaire ; il est clair que ce serait un formidable levier pour ouvrir la voie à une plus grande influence parmi les masses et pour construire le parti.

Mais à partir de ce triomphe se pose la question de comment aborder la « gestion municipale ». Ici, il s'agit du même phénomène que nous avons vu en ce qui concerne le parlementerisme, mais de façon plus profonde. Parce que, en tout cas cas, au Parlement il n'y aucune gestion executive ; mais, dans la municipalité il y a une responsabilité executive, ce qui s'élargit les responsabilités.

Comment mener, alors, une politique municipale révolutionnaire ? Si le critère principal est celui de « gestion » on est morts. Trop d'expériences il y a eu ces dernières années de municipalités « réformistes », « budgets participatif », etc., qui n'ont pas été qu'une excuse, en bref, pour la cooptation par le pouvoir central (voir le cas de de la gestiob de *Démocratie Socialiste*, ancien membre du Sécretariat Unifié, dans la municipalité de Porto Alegre (Brésil), sa gestion « participative » du budget et son adaptation brutale et l'intégration au gouvernement du PT[33]).

Mais il y a une autre alternative qui a à voir avec une politique municipale révolutionnaire : son approche est la même que pour tout le reste : *le poste executif municipal est un point d'appui secondaire pour construire une grande mobilisation des masses contre le pouvoir bourgeois central et provincial*. Un peu l'idée, c'est que ce pouvoir « étouffe » la municipalité, qu'il ne veut pas que ses mesures progressives transcendent à titre d'exemple la province et le pays, et que par conséquent, si les travailleurs et les voisins ne se mobilisent pas, ces mesures ne pourront pas être appliquées.

Ici on doit insister sur le fait qu'une approche « gestionnaire », serait criminelle :

la seule gestion possible dans une municipalité isolée est *la gestion de la misère* ; encore plus compliqué est le problème « irrésoluble » de savoir quoi faire avec la police municipale, comment avancer dans sa dissolution en déclenchant une mobilisation populaire pour l'auto-défense et pour gouverner les quartiers par les habitants eux-mêmes.

Il y a encore un cas qui nous renvoie en partie à la discussion antérieure, mais pas de la même manière. Dans la formulation du gouvernement ouvrier, elle faisait référence à l'administration centrale, bien que dans l'expérience de la révolution allemande, la proposition s'est limitée aux deux gouvernements de coalition des départements. Exclu le problème du gouvernement central, le problème revient dans le cas des gouvernements de départements pas en coalition avec les réformistes, mais uniquement des révolutionnaires.

C'est clairement un cas « limite ». Une « énigme » qui ne peut pas être réglée que sur la base de la lutte de classe aiguë. C'est-à-dire, une administration municipale et encore plus départementale dans des conditions de stabilité bourgeoise, seulement peut donner lieu –en dernière instance- à une gestion réformiste et, par conséquent, capitaliste.

Dans tous les cas, on peut assumer les postes, dénoncer le siège du gouvernement central et faire en sorte que la municipalité conquise soit un point d'appui pour déclencher une grande mobilisation ouvrière et populaire contre le gouvernement central jusqu'à ce qu'il y ait des conditions de ne pas tomber dans le réformisme ; ensuite, il faudrait démissionner.

Cela nous renvoie aux conditions du « non normalité ». Parce qu'une sorte de « réformisme révolutionnaire » comme celui qui se pose pour l'action parlementaire, dans le cas de l'exécutif serait pire encore qu'une circonstance de ce type dans le Parlement.

Si le « réformisme révolutionnaire » divise la lutte quotidienne et la perspective de pouvoir, dans le cas d'une situation exceptionnellement révolutionnaire, riche, dynamique, de montée ouvrière, le gouvernement d'un département pourrait être un point d'appui exceptionnel pour développer une mobilisation révolutionnaire et construire des organes du pouvoir dans la lutte contre l'étouffement du pouvoir central.

4.6. la transformation de la lutte de classes en guerre civile

« Suivant la magnifique expression du théoricien militaire Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette définition convient également pleinement à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un «autre moyen» de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible

d'arrêter à volonté la lutte politique lorsque, sous le poids des nécessités internes, elle se transforme en lutte physique. Le devoir d'un parti révolutionnaire est de prévoir l'inéluctabilité de la transformation de la lutte politique en conflit armé déclaré et de se préparer de toutes ses forces pour ce moment, comme s'y préparent les classes dominantes. » (León Trotsky, *Où va la France ?*, idem, pp.?) 35.)

Au fur et à mesure qu'une situation révolutionnaire s'approfondit le problème de l'armement du prolétariat arrive « naturellement ». Pour dire la vérité, il n'arrive pas « naturellement », mais toute la situation démande que les travailleurs commencent à s'armer à partir du moment où la lutte des classes devient plus directe ; Il y a plus de « contacte » et, donc, si on est desarmés on ne peut pas combattre, ce qui doit être, en même temps, une « campagne » du parti révolutionnaire dans ces conditions : la nécessité de l'armement du prolétariat.

Si dans l'expérience historique des dernières décennies il n'y a pas eu majoritairement d'expériences d'armement populaire - mais attention, dans le cas du monde arabe il semble y avoir ce type de phénomènes, malgré le fait que ce ne soit pas sur une base de classe- il est inévitable que le problème se pose dans la mesure où la situation se radicalise, que la démocratie bourgeoise soit débordée.

De manière « symbolique » le mouvement piquetero (le mouvement des chômeurs), par exemple en Argentine, a soulevé la question de certaine « auto-défense » et quelques « armements » avec des bâtons (ou avec des barricades et des roches lors du soulèvement en octobre 2003 à El Alto, Bolivie). Mais la nature *rudimentaire* de ces expériences montrent dans quelle mesure nous sommes encore loin d'une phase de radicalisation réelle dans la lutte des classes.

Cependant, inscrit dans la logique elle-même des événements, d'une lutte des classes qui va vers sa fin logique, apparaît le problème de la transformation de celle-ci en guerre civile (ou avec des éléments de guerre civile) et le problème de l'armement. Ce problème se posera aussi dans la mesure où les partis révolutionnaires croîtrent et que la bourgeoisie commencent à se préocupper de nous (alors, au lieu de nous inviter, on nous stigmatisera à la télé) ; ceci du fait du poids réel, organique et pas seulement électoral que nous commençons à avoir chez les grandes sections de la classe ouvrière et les masses[34].

Ici se pose le problème de la transformation de la lutte des classes en guerre civile. En quoi consiste ce passage ? Cela se produit lorsque la lutte des classes devient une confrontation *physique* entre les classes. Habituellement, la lutte des classes se développe, acquiert des éléments de lutte *directe*, c'est-à-dire, extra-parlementaire, ceci à travers des grèves, des manifestations, des blocages d'autoroutes, des piquets et occupations d'usine, etc.. Cela ne signifie pas, toutefois, qu'on atteint la confrontation *physique* entre les adversaires.

Il peut y avoir de la répression de la part du gouvernement et l'État à cette action et de réaction de la part des grévistes sous forme d'autodéfense, des cocktails molotov et des choses comme ça ; mais à ce stade nous ne sommes pas encore dans une situation de guerre civile. Il en est ainsi parce que les éléments « institutionnels » de médiation fonctionnent toujours ; parce que la propre lutte renvoie, en fin de compte, aux méthodes classiques de lutte sous la démocratie bourgeoise : nouvelles mobilisations, l'intervention des avocats, la plainte dans les chambres parlementaires, etc.

Mais cela passe au deuxième plan quand il s'agit d'une guerre civile : ce qui est en jeu dans ce cas est l'existence physique des adversaires : *ce qui est en jeu est la vie elle-même*. C'est l'exemple que nous avons donné sur la répression de la Commune de Paris. Il est évident que cette confrontation était déjà une guerre civile. C'est pourquoi Marx appelle la brochure qu'il a écrite à propos de cette expérience: « La guerre civile en France ». Ce qui n'est pas un hasard, mais une conséquence du caractère de guerre civile qui a acquis cet événement de la lutte des classes.

Cependant et en même temps, vues les conditions de la lutte des classes au XXe siècle, il est évident que la répression de la Commune était « un jeu d'enfant » en ce qui concerne les morts survenues au cours de la guerre civile après octobre 1917 en Russie, ou la guerre civile en Espagne au cours de la Décennie des années 30, ou, encore, de l'invasion contre-révolutionnaire de l'armée nazie sur l'Union soviétique en juin 1941.

Cette transformation de la lutte de classes en guerre civile, ou, même, le passage à une lutte des classes plus directe soulève tous les problèmes de l'autodéfense, de l'armement du prolétariat. La bourgeoisie s'arme (en fait, elle est toujours armée), cherche à faire respecter son monopole de la force par l'État. Encore plus : elle arme et laisse agir des groupes « irréguliers » dont la tâche consiste à « punir » l'avant-garde de travailleurs ou même à détruire l'ensemble des « institutions de la démocratie ouvrière au sein du capitalisme », ce qui selon Trotsky est la principale caractéristique du fascisme.

Plus concretement : les fascistes tabassent tous les jours les différents noyaux et organisations de travailleurs. Qu'est-ce que l'avant-garde de travailleurs et ensuite l'ensemble de la classe fait ? Il est clair qu'elle doit s'armer jusqu'aux dents, former ses milice, ses groupes d'autodéfense et retourner encore plus fortement chaque coup des fascistes, chaque coup de la répression. Seulement de cette manière elle peut augmenter la confiance dans sa force et confiance dans la classe ouvrière du reste des classes opprimées et d'une partie des classes moyennes. [35]

Cette expérience a eu lieu dans l'entre-deux-guerres. En Italie et en Allemagne, les exemples les plus extrêmes, une partie des anciens combattants faisaient partie des groupes d'extrême droite appelés « corps francs » et puis a nourri les rangs des groupes fascistes et nazies. Mais, en même temps, par exemple dans l'expérience italienne, on été constituées les *Arditi del Popolo*, qui, au début des années 20, regroupait des

secteurs de masses des ex-combattants dans le cadre d'un programme majoritairement à gauche (c'étaient une scission des droitistes *Arditi*, des ex-combattants qui rentreraient dans les rangs du fascisme). Au-délà du fait que le Parti Communiste italien n'a pas su rentrer en rapport avec ce phénomène ultra progressif (il a adopté une approche sectaire), la réalité est qu'il existait, et d'avoir eu une orientation correcte peut-être le processus de « fascisation » aurait suivi des chemins différents[36].

Nous disons ceci comme un exemple du processus plus vaste de transformation de la lutte de classes en guerre civile et comment León Trotsky dans ses écrits des années 1930, par exemple sur la France, a insisté sur l'impérieuse nécessité de promouvoir l'autodéfense et l'armement du prolétariat ; retourner chaque coup fasciste de façon redoublée sans avoir de la confiance ni un instant sur la police de l'Etat (orientation social-démocrate) reliée par une et mille liens avec les formations fascistes ; quelque chose de semblable se passe aujourd'hui avec le cas de l'Aube Dorée et les politiciens et l'armée grecque.

4.7. Le parti et l'insurrection. La mécanique complexe de la lutte pour le pouvoir

Enfin, nous avons le problème du pouvoir et de l'insurrection. Comme nous avons abordé dans *La science et l'art de la politique révolutionnaire*, la prise du pouvoir est le « moment conscient » par excellence de lutte des classes ; moment où le subjectif et l'objectif se *fusionnent* en un seul ; bien sûr, toujours sous certaines conditions.

Il doit y avoir une organisation, un parti qui se pose cette tâche *consciemment* : sur le plan politique et pratique. Le pouvoir ne tombe pas dans les mains de la classe ouvrière : Il doit être pris avec un plan scientifique à cet effet! Plan scientifique qui doit être organisé par un *centre exécuteur* avec le plus grand soin. De là que, en octobre, Lénine insistait que le parti devait organiser la prise du pouvoir avant même que le IIième Congrès des Soviets se réunisse; que le responsable practique devait être le parti bolchevik. La prise du pouvoir (déjà mûrie par l'ensemble des circonstances historiques et politiques) ne renvoyait pas à un problème de « légalité » (qui « vote » la prise du pouvoir), mais à une question essentiellement *pratique* : quel centre organisateur la met en place. [37]

Il y a encore une détermination: l'évaluation des circonstances. C'est pourquoi Lénine parlait de la *science et l'art de l'insurrection* ; parce qu'aux éléments d'analyse de la situation il fallait ajouter « l'intuition » que les circonstances étaient mûres pour que l'avant-garde qui prend le pouvoir entraîne la majorité (à l'ensemble du pays). Ou, comme Trotsky a dit, qu'elle obtienne au moins « la neutralité amicale » de cette majorité et seulement l'opposition active d'une minorité.

La révolution est un évènement « populaire », une action de la majorité dans l'intérêt de la majorité. Et une majorité qui est une « large majorité sociale », comme disait Lénine. Toutefois, dans ces conditions*, c'est une avant-garde celle qui se pose consciemment la tâche concrète de la prise du pouvoir*. Une avant-garde qui doit être organisée par le parti. C'est une *mécanique complexe* : une dialectique entre la classe ouvirère, ses organismes et son avant-garde et le parti révolutionnaire. Dialectique qui ne supporte aucun mécanicisme et que les bolcheviks ont compris mieux que quiconque. Rosa Luxemburgo n'a pas compris cela qu'à un stade déjà très tardif de la Révolution Allemande.

C'est pourquoi sans parti il n'y a pas de prise de pouvoir ; si celle-ci se produit sans parti, sa conservation sera pratiquement impossible. Une leçon que la Révolution Russe a mis en évidence et à laquelle on peut ajouter – à la lumière de l'expérience du deuxième après-guerre – *qu'il ne s'agit pas de n'importe quel pouvoir* ; Il ne s'agit pas du fait qu'un appareil qui parle au « nom » des masses mais qui ne soit pas une expression directe de leurs luttes et leurs besoins prenne le pouvoir. Le pouvoir doit être pris par la classe ouvrière sur la base de ses propres institutions démocratiques ; ceci sous la direction du parti révolutionnaire.

5. Notes

1 - La experiencia parlamentaria de la llamada "izquierda radical" tiene más de una década en Europa a partir de los logros electorales de algunos de los "partidos amplios" impulsados, entre otras fuerzas, por algunas de las organizaciones del trotskismo europeo. Esto dio lugar a parlamentarios en Portugal, Italia, Inglaterra y Alemania, la más de las veces caracterizados por un abordaje *oportunista*. En el caso latinoamericano, el PSOL de Brasil también tiene parlamentarios hace varios años, con un curso de ese mismo tipo. Ahora el desafío le corresponde al FIT (PO, PTS) en la Argentina, un frente de organizaciones colocadas más a la izquierda que sus contrapartes europeas, pero de todos modos con *rasgos "poroteros" y elementos de cretinismo parlamentarista.*

2 - Trotsky disait que la tradition ne pouvait pas être assimilée mécaniquement par les nouvelles générations, mais qu'elle devait être « réappropriée » sur la base de leur propre expérience.

3 - Le PTS de l'Argentine défend une analyse de ce type. Le PO (du même pays) ne s'est même pas « occupé » à étudier critiquement ces processus (plutôt, ils sont fiers de ne pas l'avoir fait !), un trait d'empirisme qu'ils pourraient payer très cher face à un processus révolutionnaire d'importance.

4 - D'autres courants du mouvement trotskiste ont tombé dans des explications *subjectivistes* qui ont donné lieu à des déviations politiques non moins graves que celles des courants trotskistes majoritaires: ils ont rejeté la défense inconditionnelle de l'URSS, promue par Trotsky. C'est le cas, entre autres, de Max Schachman, qui a exprimé une adaptation aux théories du « totalitarisme » en vogue dans l'immédiat après-guerre (et encore aujourd'hui, après la chute du mur, dans le débat historiographique) que de manière intéressée amalgamaient la nature du stalinisme et celle du nazisme et *pas par coïncidence a fini par capituler à la démocratie impérialiste états-unienne.*

5 - Voir « Notas críticas para la interpretación del movimiento trotskista en la segunda posguerra" (en espagnol), revue Socialismo o Barbarie nº 17-18.

6 - *El poder y el dinero*, ídem, pp. 159.

7 - À cet égard Trotski note ce qui suit: (...) Engels arrive enfin à la stratégie, à ce terraint indépendant, le plus élevé de l'art militaire, qui est toutefois lié, grâce à un système compliqué des leviers et des courroies de transmission, avec la politique, l'économie, la culture et l'administration ». «Las notas de Friedrich Engels sobre la guerra de 1870-71 », le 19 mars 1924, CEIP, notre traduction

8 - Ernest Mandel, « Rosa Luxemburgo y la socialdemocracia alemana », 1971.

9 - On sait que Lénine était « prudent » à l'égard de toute critique à la social-démocratie

allemande jusqu'à ce que il ait été « réveillé » par la capitulation historique de 1914. Positionné contre Bernstein, il ne voyait que des divergences « tactiques » entre Kautsky et Luxembourg. En revanche, Trotsky avait fait des critiques similaires à celles de Rosa en insistant sur le caractère de plus en plus conservateur du parti allemand (dans *Bilan et perspectives*, 1906) ; mais après il s'est rapproché de Kautsky en raison de la lutte dans la social-démocratie russe et lui a soutenu contre Rosa dans le débat sur la « grève politique de masse ».

10 - Gramsci a également développé une pensée stratégique, bien que plus fragmentaire et déformée par son emprisonnement et l'incompréhension sur la bataille de Trotsky contre le stalinisme. Ce n'était pas son aspect fort, mais plutôt le problème de l'importance de la politique dans l'action des révolutionnaires, ainsi que ses signalements aigus par rapport à la construction du parti ; nous pourrions dire que c'était le *grand « philosophe politique »* du marxisme révolutionnaire.

11 - Notre courant a toujours insisté sur l'importance *stratégique* des révolutions classiques du premier après-guerre : par leur centralité ouvrière, leurs organismes de double pouvoir, la conscience socialiste parmi des larges masses et la direction par le parti révolutionnaire. Toutefois, en vertu des conséquences négatives sur la théorie de la révolution des révolutions anticapitalistes dans la deuxième après-guerre - sans classe ouvrière, avec centralité paysanne ou petite-bourgeoise et des directions qui se soumettaient d'une façon ou d'une autre au stalinisme- nous nous sommes concentrés sur l'étude critique des leçons laissées par les révolutions anticapitalistes. Il est temps que nous nous dédions, donc, aux révolutions classiques.

12 - "Sobre el retorno de la cuestión político-estratégica", Daniel Bensaïd, IPS, 02-02-2007.

13 - « Elementos centrales de estrategia revolucionaria en los países capitalistas desarrollados », François Sabado, 2008. L'idée de « modelisation » et l'absence d'une évaluation plus générale sur les « sujets » semble réduire le débat stratégique à quelque chose de « technique », indépendant de la question si c'est la clase ouvrière qui donne le caractère à la révolution ou non.

14 - Rosa Luxemburgo, "Intervenciones en el Congreso de Stuttgart", octubre 1989, Luxemburg Internet Archive, 2004.

15 - L'abandon pur et simple de la reflexión stratégique arrive quand l'on considère, de manière superficielle et unilatérale, que la révolution socialiste serait « hors de l'agenda historique ». Cela est le propre des courants du « Que ne pas faire » caractérisés, précisement, par l'abandon *explicit* de la reflexion stratégique ; par une pratique économiste vue comme une *fin en soi*.

16 - Clausewitz, ídem, pp. 171.

17 - Dans le même sens, mais du point de vue du fascisme, Karl Schmitt a déclaré que « la politique aussi contient toujours, au moins comme une possibilité, un élément d'inimitié, c'est-à-dire, d'affrontement inconciliable, qui arrive avec la guerre civile à son climax »

18 - C'est là où rentrent en jeu les « pratique militaire » au fur et à mesure que les courants se développent et que des défis majeurs dans le domaine des confrontations directes apparaissent. Pratiques qu'il faut savoir réaliser avec des critères corrects où ce qui est l'essentiel est toujours la politique, mais, qui cependant, ont leur spécificité en termes de « technique militaire » (attention : il ne s'agit pas ici de « guérilla », mais des méthodes d'action directe inspirées par l'expérience de lutte historique de la classe ouvrière : blocages d'autoroutes, piquets, milices, autodéfense, etc.).

19 - « Grecia. Perspectivas de la izquierda de Syriza. Congreso de DEA », en www.alencontre.org.

20 - El diputado del FIT, e integrante del PO de la Argentina, Néstor Pitrola, declaró a los medios que el se encontraba "muy cómodo en el parlamento" y que se había "preparado toda la vida" para ejercer el cargo de diputado…

21 - Friedrich Engels, introducción de 1895 a *La lucha de clases en Francia*, citado por Ernest Mandel, ídem.

22 - Engels a protesté parce que son texte avait été publié en enlevant les parties les plus révolutionnaires; cependant, il a finalement cedé aux arguments de la direction du parti pour qu'il soit publié comme celle-ci l'avait disposé, arguments centrés sur la nécéssité d'empêcher que le parti soit illegalisé à noiveau.

23 - Il est symptomatique qu'en Argentine le FIT a éduqué pendant ses campagnes éléctorales dans le sens contraire : que ce serait le FIT qui résoudrait les problèmes avec le slogan « Nous, la gauche » comme un antidote à tous les problèmes, delié de la lutte de classes. En effet, les « spots » audiovisuels pour les médias du FIT étaient organisés autour d'un premier personnage (un jeune, un ouvrier, une femme) qui se démandait « Qui va s'occuper de nous ? », moment auquel les candidats du FIT apairaissaient avec un « Nous, la gauche ».

24 - Peut-être cela explique en partie, par exemple, les cas comme c'est actuellement celui du PO à l'Assemblée législative de la ville de Salta (province de l'Argentine), où malgré la majorité parlementaire, les législateurs bourgeois se sont mis en commun afin d'éviter qu'il prenne la présidence de l'assemblée.

25 - Le politologue de droite partisan du nazisme, Karl Schmitt, ne disait que cela dans sa *Théorie du partisan* (1962): « Le partisan modern n'espère ni la grâce, ni la justice

de l'ennemi. Il a tourné le dos à l'inimitié traditionnelle avec ses guerres domestiquée, et il est passé à un autre champ de l'inimitié vraie, qui est prise dans un cercle de terreur et de contre-terreur jusqu'à l'aniquilation totale ». P. 18, Editorial Struthart & CIA., Scrib, Google. C'est une guerre de « l'hostilité absolue », qui ne réconnait aucun limite.

26 - Traverso raconte dans *Les origines de la violence nazie*, comment la plupart des victimes n'est pas mort dans les combats, mais ils ont été arrêtés, emmenés dans des camps de concentration, sommairement jugés et exécutés, sous un prétexte déshumanisant nazi et « darwiniste social », qui a souligné que ces « gens » faisaient partie des éléments « dangereux, dégénérés », du plus « bas dans l'échelle sociale » motivés par une sorte de « animalité ». De cette façon, la répression de la Commune de Paris, ainsi que les événements de la première guerre mondiale sont des antécedants de ce type de violence contre-révolutionnaire, incarnée par le nazisme.

27 - Au début des années 1930, à l'occasion de préciser quelles étaient les bases programmatiques de l'Opposition de Gauche, Trotsky introduirait un critère méthodologique de la plus haute importance pour le sujet dont nous discutons ici: « L'Opposition de Gauche s'appuie sur les quatre premiers Congrès du Conmintern. Cela ne signifie pas qu'elle suive les décisions mot par mot, dont beaucoup avaient un caractère purement conjectural et ont été contredites par les événements ultérieurs. Mais tous les principes essentiels (par rapport à l'impérialisme, l'État bourgeois, la démocratie et le réformisme ; les problèmes de l'insurrection ; la dictature du prolétariat ; relations avec la paysannerie et les Nations opprimées ; travail dans les syndicats ; parlementarisme ; politiques des fronts unis) demeure, aujourd'hui encore, comme la plus haute expression de la stratégie au moment de la crise générale du capitalisme ». Dans *León Trotsky socialista revolucionario*, Duncan Hallas, Ediciones El Mundo Al Revés, pp. 41. La citation de Trotsky est pris dans *Escritos 1932-33*, New York, Parhfinder Press, 1972, pp. 51-55. Observons que dans la liste qu'il fait Trotsky n'inclut pas la tactique du gouvernement ouvrier.

28 - « El gobierno obrero », Chris Harman y Tim Potter.

29 - On perd parfois de vue l'insistance avec laquelle Trotsky fondait sur l'échec de la révolution d'octobre 1923, la plus grande défaite du prolétariat de son temps, le point charnière vers la bureaucratisation de l'Union soviétique et la pourriture de l'Internationale Communiste et le parti bolchevik.

30 - Harman et Potter notent à cet égard ce qui suit: « Ce que nous soulignons ne signifie pas qu'en aucun cas un gouvernement ouvrier réel ne pourrait avoir lieu avant la dictature du prolétariat. Des gouvernements ouvriers dont la tâche élémentaire était d'armer le prolétariat ont existé dans le passé, mais ils étaient rares exceptions. Par exemple, les cas de la Hongrie et la Bavière en 1919 où le pouvoir bourgeois s'est effondré pra-

tiquement et le gouvernement passa aux mains de ceux qui défendaient le mot d'ordre du pouvoir soviétique», idem. Cependant, il faut ajouter, les deux expériences se sont soldées par un échec et en tout cas, dans les deux cas était présente la force gravitationnelle de la révolution russe.

31 - « Trotsky y Gramsci: debates de estrategia sobre la revolución en 'occidente' », Emilio Albamonte, Matías Maiello, 28 de agosto del 2018.

32 - « Quelques remarques sur la question du gouvernement », Francois Sabado, Inprecor n° 592/3 Avril 2013.

33 - Raúl Pont, l'un de ses principaux dirigeants, a été, ni plus ni moins que le ministre de l'Agriculture dans un gouvernement, comme celui le PT, où la « réforme agraire » a avancé non pas plus mais moins que sous la direction ouvertement néolibérale de Fernando Henrique Cardoso, ceci pour ne pas mentionner la complicité avec les massacres systématiques des paysans sans terre par les propriétaires fonciers dans ce pays.

34 - Le Partido Obrero de l'Argentine considère qu'il a un « public de millions », parce que son chef est régulièrement invité aux médias d'oppositon au gouvernement. Mais si l'occasion de cette invitation est fantastique pour agrandir l'influence politique générale des révolutionnaires, ce serait un aveuglement criminel de perdre de vue, également, que cette « l'influence des médias » est aujourd'hui relativement épidermique et l'importance de traduire cette influence diffuse générale dans une force organique au sein de la classe.

35 - À un niveau plus général Karl Schmitt, chercheur en sciences politique lié au nazisme mais très intéressant, disait que Napoléon avait un principe en ce qui concerne le combat irrégulier : « avec les partisans il faut se battre à la manière des partisans ».

36 - « The Resistible Rise of Benito Mussolini », Tom Beham, Bookmarks, Londres, 2003. Apparemment, l'ADP a atteint 20 000 membres regroupés dans 144 cellules, actives dans 56 des 71 provinces d'Italie. Aussi Traverso a une analyse très aiguë du passage de la « politique parlementaire » à la guerre civile dans l'entre-deux-guerres.

37 - Il est bien connu que Trotsky avait une nuance tactique avec l'orientation de Lénine, déclarant qu'il était préférable de dénoncer que la garnison de Petrograd a été retirée de la ville par Kerensky pour laisser la capitale de la révolution à la merci de l'armée allemande et de sensibiliser à la nécessité d'un Comité Militaire Révolutionnaire, pour réprendre sa défense. Il s'agissait d'un prétexte pour lancer la préparation de l'insurrection, position tactique a été majoritaire dans le Comité Central bolchévique. Cependant, c'était une couverture politique qui ne changeait pas le fond de l'affaire soulevée par Lénine : *que le parti devrait se consacrer immédiatement, de façon concrète, à l'organisation de la prise du pouvoir*.

Cela fait plus d'une décennie que l'arrivée des gouvernements nationalistes-bourgeois -notamment celui de Chavez- au pouvoir a ouvert une série de débats qui ont traversé l'ensemble de la gauche révolutionnaire. Aujourd'hui, l'arrivée de Syriza au pouvoir et la montée de phénomènes comme Podemos, relancent encore une fois ces débats: la question du gouvernement, du pouvoir, la position des révolutionnaires face à ces gouvernements. En partant d'une série de concepts clé de la pensée stratégique marxiste -la centralité de la classe ouvrière, la question du pouvoir, les différents types de gouvernements- Roberto Saenz propose une série de points centraux stratégiques pour la relance de la lutte pour la révolution socialiste en ce début du XXIème siècle.

« Au debut de cette deuxième décennie du XXIe siècle le débat stratégique est de nouveau l'ordre du jour. Si au début du nouveau siècle, ce débat s'est concentré sur l'expérience des zapatistes et la question à la Holloway sur « comment changer le monde sans prendre le pouvoir », une deuxième étape du débat a été caractérisée par l'analyse des processus de rébellion latino-américain et la question de quelle position adopter en ce qui concerne les nouveaux gouvernements du « socialisme du XXIe siècle ». Et nous pourrions dire que nous entrons maintenant dans une troisième étape. Celle-ci commence à se baser sur la possibilité qu'une formation réformiste non traditionnelle comme Syriza arrive au gouvernement en Grèce.

Cette situation place un nouvel ensemble de problèmes sur la table, notamment le problème du dit « gouvernement ouvrier », auquel nous nous consacrerons plus loin. Ces problèmes sont l'expression du fait que lentement on connaît un processus d'accumulation d'expériences de la classe ouvrière et de la gauche sur la scène internationale, processus qui commence à mettre les courants révolutionnaires face à des responsabilités nouvelles. Un processus qui pose la question de la construction de nos organisations comme partis organiques de l'avant-garde large et, même, comme partis que dans certains cas ont le défi de se lancer pour influencer des secteur plus larges que d'habitude.Ce qui suit sera, donc, une réflexion générale sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire qui ira au-delà des besoins du moment. Il n'a le but que d'aider à les aborder comme il le faut: à la lumière de la perspective stratégique du (re) lancement de la révolution socialiste au XXIe siècle. Plus particulièrement, à la lumière de ce qui est l'alpha et l'oméga de la stratégie : le problème du pouvoir de la classe ouvrière. »